

Capitaux en fuite :

EN PLEINE COMÉDIE

Jeudi 19 mars au Conseil national. Le parlement qui, depuis quelques années, fait la chasse aux réfugiés, débat de la fraude fiscale internationale et des fonds de Marcos abrités dans les banques suisses.

Tour à tour, Magnin (PdT), Carrobio (PSA), Pitteloud et Hubacher (PSS) critiquent le Conseil fédéral. La révision de la loi sur les banques, promise lors du vote de 1984 sur le secret bancaire, est repoussée aux calendes grecques. "On n'a pas tenu parole", lance Hubacher. L'affaire Marcos montre que la promesse des banques de "mieux contrôler" l'argent sale et douteux — ce qu'on appelle la Convention de diligence — a été vaine. La Suisse se fait complice du pillage du tiers monde.

Le Conseil fédéral laisse Otto Stich, du même Parti socialiste, répondre à ses collègues. Toujours utile pour diviser, un socialiste au gouvernement! "On tient parole", répond Stich, mais la révision de la loi est difficile parce que "tout est en train de changer". Pour cause: les fonds de Marcos et de l'Irangible secouent de nouveau le système bancaire suisse. Une loi plus dure serait très simple, l'ancien procureur du Tessin Bernasconi vient d'en proposer une. Mais les banques n'en veulent pas et Stich prend leur parti. On se contentera d'appliquer plus consciencieusement les demandes d'entraide judiciaire, en bloquant les fonds si c'est trop grave (comme Marcos ou l'Irangible). Mais pas de loi, surtout pas de loi!

Hubacher est satisfait de la réponse, Carrobio et Pitteloud un peu moins. Le petit jeu "de l'opposition" est terminé. Alors se lève le PDC Eisenring pour demander que la Suisse boycotte le projet de convention de l'OCDE sur l'entraide judiciaire en matière de fraude fiscale. Le libéral Egli et le xénophobe Oehen soutiennent. Stich revient: bien sûr on ne signera pas cette convention, mais n'allons pas "jouer les Winkelried pour les autres". Sous-entendu: notre réputation est déjà bien assez entamée. On laisse en l'occurrence l'Allemagne fédérale torpiller le projet. Pas satisfait le Conseil national: par 74 voix contre 36 il soutient Eisenring.

Asile aux fraudeurs — voilà la décision du Conseil national à quinze jours du vote sur le droit d'asile. On devrait offrir à ces parlementaires deux billets de théâtre: l'un pour *L'Avare*, l'autre pour *Le Misanthrope*. Et dire qu'on recommande Molière dans les écoles...

La Brèche

VOTATION FÉDÉRALE du 5 avril 1987

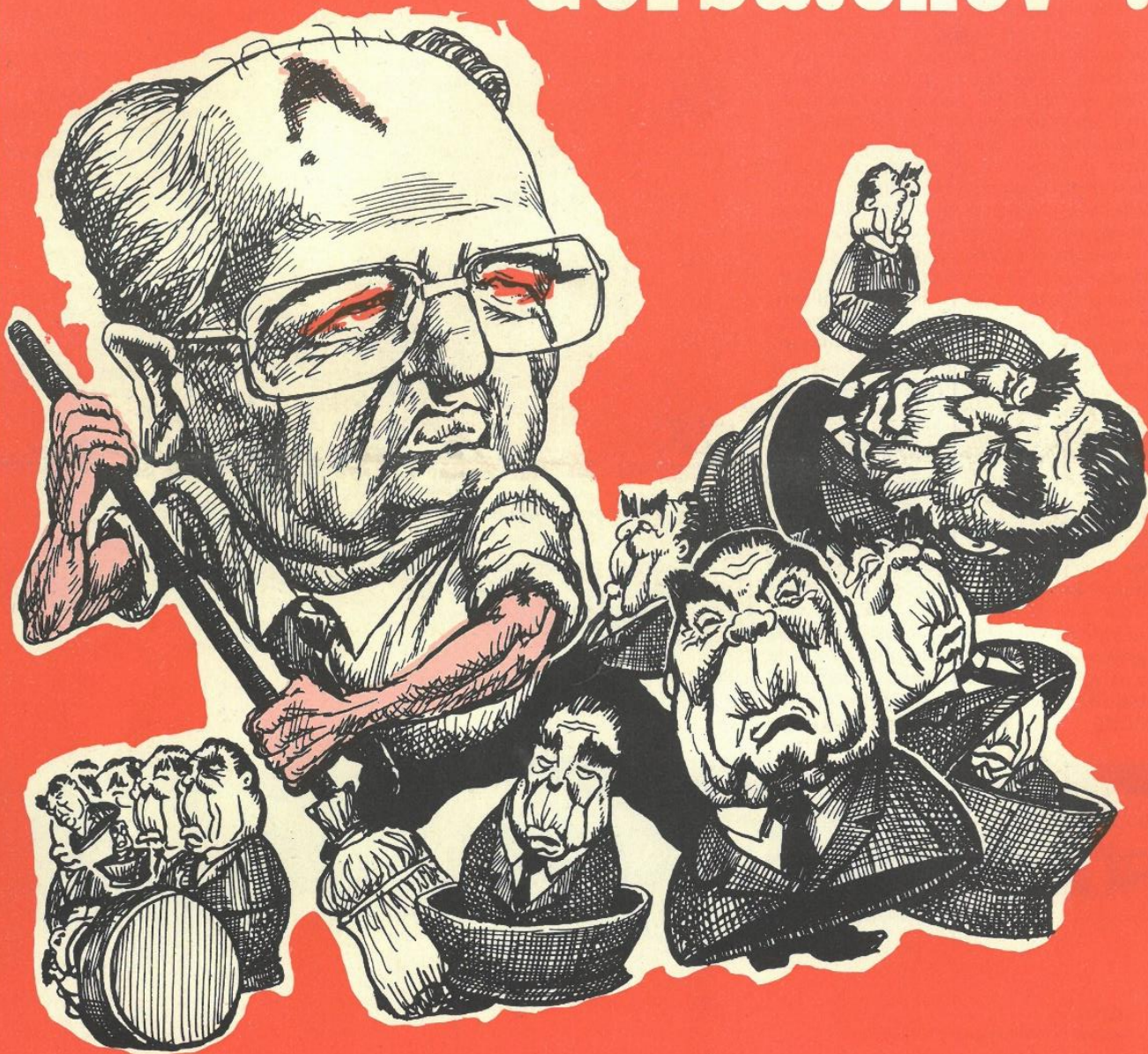
- * Révision de la loi sur l'asile : NON.
- Révision de la loi sur les étrangers : NON.
- * Référendum sur les crédits militaires : OUI.
- * Vote d'une initiative et du contre-projet : OUI.

La Brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

LES RÉFORMES
EN URSS :

Où va Gorbatchev ?



MOBILISATION DANS LE BÂTIMENT :

LA JOURNÉE DU 25 MARS

En mouvement

LE NICARAGUA AUJOURD'HUI

ASSEMBLÉE
mercredi 8 avril, 20h
Cité Universitaire (salle 4/5)
NEUCHÂTEL

avec :

Vasco Pedrina, responsable de l'Union syndicale suisse;

Jacques Depallens, ayant enseigné pendant deux ans à l'Université de Managua;

un membre de la délégation des paysans fribourgeois ayant voyagé en février 1987 au Salvador et au Nicaragua.

Organisation: Comité de solidarité avec l'Amérique centrale et Union syndicale de Neuchâtel et environs.

Fonction publique, Genève :

L'initiative patronale aboutit, le cartel intersyndical intensifie la mobilisation !

Loin de se laisser démoraliser par l'initiative patronale contre les fonctionnaires — qui, pour mettre l'Etat-patron sous tutelle, demande que les conditions de travail des fonctionnaires soient soumises au vote du Grand Conseil et donc à référendum — et par le projet de loi du Conseil d'Etat qui facilite les procédures de licenciement, le Cartel intersyndical du personnel de l'Etat se lance avec force dans la bagarre. Sa pétition contre la remise en cause des acquis de la Fonction publique a rassemblé plus de 7500 signatures, ce qui constitue un record ! Une assemblée générale du personnel a réuni quelque 750 fonctionnaires. Cette assemblée a décidé d'appeler à une manifestation pour le 9 avril, puis à une nouvelle assemblée le 12 mai, qui fera le point sur l'état du projet de loi au Grand Conseil et l'attitude du Conseil d'Etat, face aux demandes du Cartel de négocier ce projet. Cette assemblée sera appelée, en cas de blocage de la situation, à se prononcer sur un arrêt de travail dans toute la Fonction publique. Une résolution votée à la fin de l'assemblée souligne la nécessité d'amplifier et de prolonger la mobilisation afin de se donner le maximum de garanties pour l'avenir. A noter plusieurs interventions qui insistent sur la solidarité des fonctionnaires avec les travailleurs du privé, en particulier avec ceux qui mènent aussi une lutte en ce moment, comme les travailleurs de la chimie, des PTT ou de la FOBB.

A. Cachin



Manif à Lausanne :

1000 personnes pour la défense du droit d'asile

Samedi 21 mars, à l'appel du Comité vaudois contre la deuxième révision de la loi sur l'asile (regroupant de nombreuses organisations politiques, syndicales et humanitaires) et du Comité Elisa, mon amour, mille personnes ont manifesté leur indignation devant la dégradation du droit d'asile et leur opposition à la deuxième révision de la loi. Depuis fort longtemps, on n'avait vu manifestation si importante dans les rues de Lausanne. Les manifestant(e)s sont monté(e)s jusqu'au Château (siège du Conseil d'Etat) pour y déposer des dizaines de valises et autres sacs de voyage afin de stigmatiser les nombreuses expulsions en cours de réfugiés.

A l'issue de la manifestation à la place Chauderon, divers orateurs se sont exprimés dont Urs Zuppinger, secrétaire syndical, qui a relevé : "On est en train de mettre en place une véritable machine à renvoyer les réfugiés." Cette importante manifestation montre la possibilité de créer une résistance sérieuse à l'entreprise de démolition du droit d'asile. Une affaire à poursuivre,

correspondant

Au soir du 5 avril, Suisses-réfugiés, pas d'isolés. Voir le programme des manifestations en p. 11.

Accord ETA — FTMH :

UNE BASSE MANOEUVRE

Un communiqué de presse laconique de la FTMH annonçait le 20 mars 1987 qu'une pétition munie de plus de 1500 signatures de travailleurs du groupe ETA lui était parvenue, demandant l'entrée en vigueur de l'accord ETA — FTMH.

Les ouvriers seraient-ils soudain pressés de travailler nuit et jour, samedi-dimanche et d'avoir une semaine de congé supplémentaire (5 jours) au lieu des 8 jours fériés annuels qu'ils ont maintenant ? Seraient-ils soudain prêts à voir leur revenu mensuel baisser de 15 o/o à 25 o/o malgré leur bas salaire ? Le chantage d'Hayek ("Si les Neuchâtelois ne sont pas d'accord, on ira ailleurs") aurait-il porté ses fruits ?

"Réaction spontanée", "La base se rebiffe", titrait la FAN.

Qu'en est-il ? Comment ces 1500 signatures ont-elles été récoltées ?

* La récolte a été assurée par une syndiquée FTMH, membre de la commission de négociation, chef à ETA. A Marin, elle s'est fait aider par une autre personne, dans les autres usines du groupe, la FTMH lui a fourni des relais.

* La récolte s'est faite pendant les heures de travail, à l'intérieur des usines, en accord avec les chefs. Autant dire qu'il s'agit d'une opération pression sinon ouvertement organisée, du moins largement appuyée et favorisée par ETA et la FTMH. Main dans la main.

* Les signatures ont été faites (en tout cas en partie) sur feuilles blanches avec l'argument oral qu'il s'agit d'une garantie pour que l'accord soit appliqué aux seuls volontaires.

Autant dire qu'on a sinon menti, du moins joué sur des ambiguïtés. Pas étonnant donc qu'au moment où la presse rendit cette pétition publique, on entendit à Marin des réactions telles que : "Ce n'est pas à l'accord que j'ai dit oui", "On se fout de nous".

Des réactions spontanées aussi, et pas organisées par les négociateurs de l'accord ETA — FTMH, celles-ci...

correspondante

Les crédits militaires à la téléche

Dimanche 29 mars à la Télévision Suisse Romande à 11h :

Table ouverte sur l'initiative demandant l'introduction du référendum en matière de crédits militaires

Pour l'initiative :

M. Jean-Michel Dolivo (membre de la direction nationale du PSO);

M. Otto Piller (conseiller au Etats socialiste, Fribourg).

Contre l'initiative :

M. François Jeanneret (conseiller national libéral, Neuchâtel);

M. Jacques Martin (conseiller national radical, Vaud).

A ne pas manquer !

Elections lucernoises :

ALLIANCE VERTE

Le 5 avril auront lieu à Lucerne les élections cantonales. Pour cette occasion, une Alliance verte (Grünes Bündnis) s'est constituée. Ce regroupement réunit des membres du POCH, du PSO, des militants venant du PS ainsi que du mouvement femmes (OFRA), des comités de solidarité avec le tiers monde, du mouvement pour la paix (GSoA), des syndicats (SSP/VPOD) ou de groupes de quartiers. En outre, de nombreuses personnes, non engagées politiquement, ont également rejoint cette alliance dont les assemblées regroupent régulièrement 70 à 80 participant(e)s. Ci-dessous quelques extraits de leur tract électoral.

"En dépit de la soi-disante aide au développement, l'écart entre le Nord et le Sud se creuse toujours davantage. En imposant notre modèle de développement (par exemple, immenses projets techniques), nous menaçons l'équilibre écologique et les structures du tiers monde. (...) Nous nous opposons à la domination du marché mondial par les multinationales, le FMI et la Banque Mondiale. Nous revendiquons l'arrêt de toute aide militaire, l'effacement de toutes dettes et le soutien aux mouvements démocratiques de base plutôt qu'aux régimes répressifs.

Verts féministes...

"La pensée et l'attitude patriarcales dominent notre vie et maintiennent les femmes dans l'oppression. La revendication des droits égaux entre hommes et femmes en matière de formation et de travail, dans la science, la politique, la famille et les assurances sociales est toujours d'actualité. Nous nous engageons pour des changements sociaux qui élimineront toute discrimination de sexe. La marginalisation sociale, la violence contre les femmes, la criminalisation de l'avortement doivent faire place à un monde du travail ouvert aux femmes, au soutien d'initiatives pour la garde des enfants, à l'encouragement aux formes de vie et d'habitation correspondant à des besoins alternatifs.

... et verts sociaux

"(...) Nous n'abandonnons pas la résistance contre la technologisation exagérée, le chômage et les attaques sociales grandissantes. Nous sommes contre la division entre hommes et femmes, ceux et celles qui travaillent et les chômeurs/euses, entre étrangers et indigènes...

"Nous nous prononçons pour la construction d'un monde sans domination patriarcale, exploitation du tiers monde, misère écologique et sociale. Ceci implique des changements tels que : répartition égale du travail entre tous et toutes, réduction massive du temps de travail, une sécurité sociale complète, des droits démocratiques étendus et des possibilités de formation égales pour tout le monde. (...) "

SOMMAIRE

EDITO

Capitiaux en fuite : en pleine comédie

1

SOCIAL

Industrie graphique : pour un syndicat unique

3

Mobilisation dans le bâtiment : "Le 25 mars est une étape"

3

Durant l'entre-deux-guerres : la pauvreté d'hier

4

Paix sociale, xénophobie et mouvement ouvrier : les racines de la xénophobie (1950-1965)

5

POLITIQUE

PdT en congrès : "Perestroïka" au Parti du Travail

8

Rencontres alternatives : réunion des verts

8

DOSSIER

URSS : deux ans de Gorbatchev

6-7

"Transparence" sur le passé

7

Les "conservateurs socialistes"

7

INTERNATIONAL

YUGOSLAVIE : austère autogestion

9

Contra : la démission de Cruz

9

Crise et débat dans le PCF : le besoin de renouvellement

10

ENTRETIEN

H. Guillemin : "Catholique et républicain de gauche"

11

L'EVENEMENT

Travailleurs au noir en Suisse : et pourtant ils existent...

12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

une année, enveloppe ouverte 55.-
une année, enveloppe fermée 65.-
une année, étranger (Europe) 80.-
abonnement de soutien 100.-
abonnement d'essai (7 num.) 13.-
(au lieu de 17 fr.50)

Rédaction, administration :

La Brèche
3, rue Chaucrau
1003 Lausanne
021/20 98 49
CCP 10 - 25 669

Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique
vous intéressent :
prenez contact

Parti
Socialiste
Ouvrier (PSO)
section suisse
de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche

case postale 13, 2500 Bienne 4, 032 / 22 95 47

case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds

case postale 28, 1700 Fribourg 6

case postale 858, 1211 Genève 3, 022/20 68 02

3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021/23 05 91

case postale 82, 1020 Renens VD 1

case postale 1532, 2002 Neuchâtel

case postale 485, 1400 Yverdon

FORMATION MARXISTE

Les cours de formation marxiste sont un essai pour raviver une tradition quelque peu perdue dans le mouvement ouvrier. A côté des discussions sur des problèmes politiques du moment, des débats de fond sur le socialisme y sont organisés. Non pas dans le style sclérosé que le stalinisme a mis à l'honneur, mais à partir d'analyses concrètes d'évolutions et de situations historiques concrètes.

Pour ce faire, nous avons mis sur pied des cours d'une semaine. Cinq de ces cours ont déjà eu lieu. Ils ont rencontré un écho très positif et nous ont permis l'élaboration d'un matériel abondant. Le programme est maintenant élargi et planifié à plus long terme. Des week-ends prolongés sont également prévus. Pour l'année en cours, voici le programme :

16-20 avril : les sociétés postcapitalistes (cours III)

Problèmes des sociétés de transition avec les exemples de l'URSS, de la Pologne et de Cuba.

Présentation : Michael Nemeth, Thérèse Thévenaz, Charles-André Udry.

Lieu : Jura soleurois.

Inscription : tout de suite.

28 juin-4 juillet : anti-impérialisme (cours II)

A partir de l'histoire du colonialisme et de l'impérialisme, les débats dans la III^e Internationale; la stratégie révolutionnaire dans l'exemple de l'Amérique centrale; libération des femmes et processus révolutionnaire.

Présentation : Mò Massard, F. Osterwalder, A. Rieger, M. Thévenaz.

Lieu : Brusata/Tessin.

Inscription : mi-mai.

18-24 octobre : femmes/famille/travail (cours IV)

Contenu : en préparation.

Présentation : Jacqueline Hässig, Liliane O., A. Rieger.

Lieu : Brusata/Tessin.

Week-end en novembre : la classe ouvrière en Suisse

Contenu : processus d'intégration, structures de classe aujourd'hui.

Week-end en décembre : marxisme/science/technique

Contenu : l'exemple des nouvelles techniques de reproduction.

Coût d'un cours : environ 250 francs pour le cours d'une semaine, nourriture, logement et matériel de cours compris.

S'inscrire à : Formation marxiste, PSO, case postale 299, 8031 Zurich.

Industrie graphique :

«Patience et longueur de temps... font plus que force ni que rage.» Telle est la conclusion "fabuleuse" que tire la direction de l'USL (Union suisse des lithographes) de la négociation de la convention collective du secteur. "Longueur de temps"? Elle mesure exactement quatre ans. C'est en effet la durée de la nouvelle convention acceptée par les patrons et par les membres syndiqués¹. Quatre années durant lesquelles les travailleurs auront le loisir (et on l'espère, l'énergie) de réfléchir sur les acquis obtenus et surtout de se préparer aux prochaines échéances. Pour 1990 (!) les patrons annoncent déjà des remises en question des articles concernant la "sécurité sociale", c'est-à-dire ceux garantissant le salaire en cas de maladie par exemple. D'ici là, les compléments de chômage (automatiques jusqu'à présent), qui permettaient à la personne mariée de toucher 90 o/o de son salaire, et au célibataire 80 o/o, sont remis en question et ne sont accordés qu'en cas de "nécessité réelle et prouvée". Quant à la durée des vacances, les patrons n'ont pas fait de cadeau : c'est non sur toute la ligne, vous repasserez la prochaine fois.

"La rage." C'est ce que vont éprouver quantité de travailleurs de la lithographie. Faire une grève de deux heures (c'est peu, mais c'était organisé nationalement et simultanément), des mobilisations dans les sections et les entre-

Pour un syndicat unique

prises, mettre sur pied un comité national de lutte qui a fonctionné durant plusieurs mois, pour se retrouver à peu près au point de départ, c'est-à-dire sur les acquis de l'ancienne convention, il y a là quelque chose de frustrant. Surtout lorsque la direction syndicale croyait (sincèrement peut-être) pouvoir obtenir des améliorations, sur les vacances principalement. C'était ne pas comprendre le rapport de forces en faveur des patrons, qui ont été assez malins (ou brutaux) pour se présenter aux négociations avec leur propre cahier de revendications dans le but de démanteler systématiquement la convention. L'organisation patronale a ainsi amené le syndicat sur son propre terrain, les revendications des travailleurs étant tout simplement enterrées. Un combat d'arrière-garde, donc, pour colmater les brèches. Y avait-il une alternative? Nous pensons que oui, si le syndicat, dès le début, évaluant correctement le rapport de forces, s'était battu pour la reconduction pure et simple de l'ancienne convention. A une condition cependant : s'atteler, durant cette période, à la construction d'une organisation syndicale unique de la branche graphique. Or, de cela, la direction de l'USL ne veut pas en entendre parler. C'est aux membres de réaliser cette tâche en organisant des réunions communes avec les typographes, sur les lieux de travail, dans les villes et au niveau national. Les seuls contacts de direction à direction, comme cela se fait actuellement, ne suffisent plus.

"Patience", avez-vous dit? Non, cela voudrait dire que des améliorations viendront avec le temps. "On" s'en occupe, les patrons seront bien forcés un jour de négocier "positivement". Rien n'est moins sûr. La flexibilité, sous toutes ses formes patronales, est de plus en plus imposée, au détriment d'acquis obtenus dans les années de haute conjoncture. La patience, c'est croire à un renversement de tendance, à un retournement de conjoncture. Or, celui-ci a déjà eu lieu dans la branche graphique. Tous les chiffres indiquent qu'elle se porte très bien, merci. Etre patient, c'est ne pas voir la flexibilisation progressive de nos acquis. Deux indices le montrent dans la nouvelle convention USL : le complément chômage ne sera accordé qu'en cas de nécessité réelle et prouvée. La compensation de la hausse des prix ne sera accordée que jusqu'à 5 o/o, au-delà on négocie; mais les entreprises qui ont des difficultés (à quand l'ouverture des livres de comptes et le contrôle par les travailleurs?) pourraient en être dispensées.

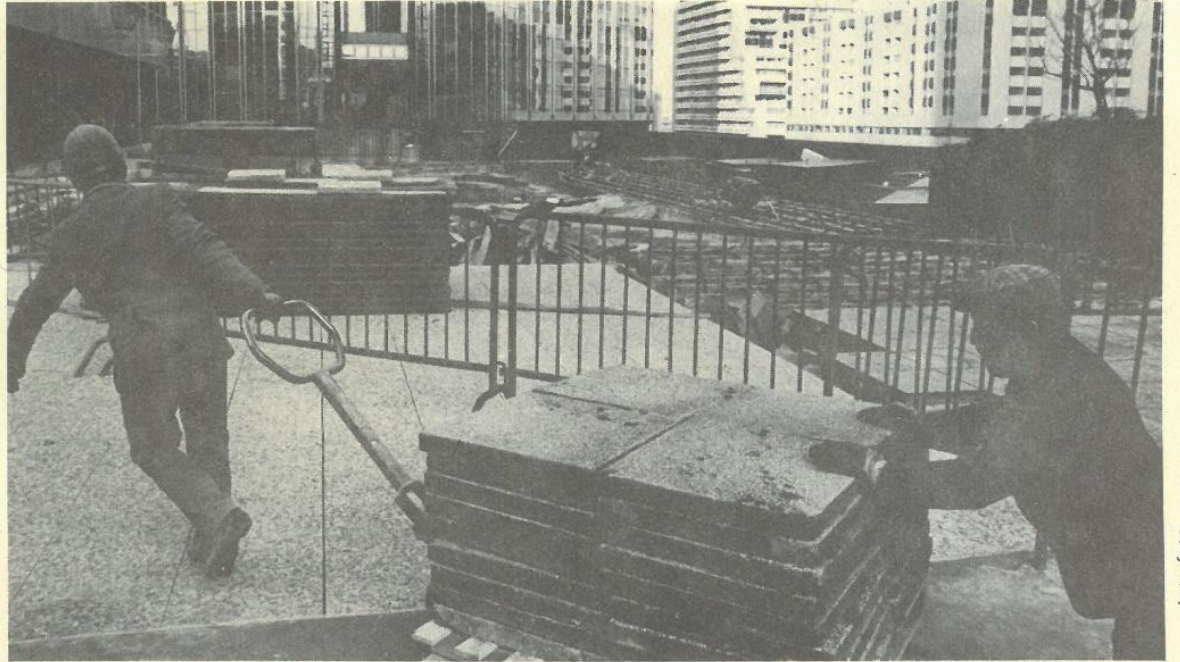
Reste la "force". Celle justement dont les travailleurs doivent s'armer, en menant des combats unitaires dans l'ensemble de la branche.

J.-P. Boillat

1. 38,9 o/o des membres ont participé à la votation générale sur le résultat des négociations qui a été accepté par 2145 oui contre 474 non.

Mobilisation dans le bâtiment :

"LE 25 MARS EST UNE ETAPE"



Interfoto

Mercredi 25 mars, la FOBB (syndicat du bâtiment et du bois) organise dans toute la Suisse romande une matinée d'action pour de meilleures conditions de travail. Déjà à la fin de l'année passée, ce syndicat avait mis sur pied diverses manifestations pour une revalorisation de 3 % des salaires que les patrons refusent obstinément (voir *La Brèche*, no 378, 29 janvier 1987). Cette fois-ci, les travailleurs entament une mobilisation en vue du renouvellement de la convention nationale à la fin 1987. Gérard Forster, secrétaire FOBB, explique ici les raisons et objectifs du mouvement.

La Brèche : Peux-tu nous préciser dans quel cadre s'inscrit cette mobilisation du bâtiment et quels sont vos objectifs ?

G. Forster : En fait, on a démarré avec les manifestations du mois de décembre et de février concernant la revalorisation de 3 % des salaires. Ces manifs étaient des étapes. Ce qu'on vise, c'est l'amélioration de la convention collective nationale de travail (CCT) dont le renouvellement aura lieu à la fin de l'année. On renouvellera la convention nationale de la maçonnerie et du génie civil et une série de conventions cantonales des métiers du second oeuvre. La journée du 25 mars touchera donc les travailleurs du gros oeuvre et du second oeuvre, c'est-à-dire toute la construction.

Cette mobilisation entend bien sûr instaurer le meilleur rapport de forces possible pour les négociations qui porteront notamment sur la question salariale, le partage des vacances (actuellement deux semaines en été, deux semaines en hiver; les travailleurs souhaitent obtenir trois semaines en été), la réduction du temps de travail.

*** Comment préparez-vous cette échéance ?**

- Pour les deux manifs dont je viens de parler, ça s'est passé très simplement. Le 17 décembre, alors qu'on devait négocier avec les patrons vaudois, on s'est dit qu'on pouvait tout aussi bien être présent dans la rue au même moment. A Yverdon, ce sont 250 travailleurs qui sont descendus dans la rue; à Lausanne, une centaine. Le 14 février, c'était encore plus rapide. Nous avions une assemblée cantonale, ici à Lausanne, et un travailleur, tout à fait spontanément, a proposé de manifester notre présence par un cortège en ville. Le temps d'aller chercher quelques banderoles et des mégaphones et nous étions 400 personnes à défiler jusqu'à la place de la Palud.

Tout cela nous a amenés à remettre en route le CRAC (Comité romand d'action de la construction) où on a décidé, constatant la volonté des travailleurs de faire quelque chose, d'étendre le mouvement vaudois à l'ensemble de la Suisse

romande. On a ainsi choisi le 25 mars pour en faire une journée d'action romande. A cette date, les saisonniers sont de retour. Nous les avons informés dès leur arrivée en Suisse par une distribution de tracts.

Dans le fond, notre problème est le suivant. On remarque que la simple négociation entre partenaires sociaux ne marchent plus : les patrons ne rentrent même plus en matière. Il s'agit donc de s'appuyer sur les travailleurs pour débloquer la situation. La journée du 25 mars sera une étape. Nous allons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour la réussir.

*** A quelles difficultés vous heurtez-vous pour mobiliser les gens ?**

- A la force de l'habitude ! Les gens paient des cotisations syndicales et certains s'imaginent que, dès lors, les permanents syndicaux doivent se débrouiller pour obtenir des résultats. Je précise bien : nous sommes, nous aussi, responsables de cette situation-là. Pendant des années, nous avons dit aux travailleurs à l'issue des négociations conventionnelles : "Le résultat est bon, il faut l'accepter." Puis, tout d'un coup, on réalise qu'on est coincé, qu'il faut bouger les gens et on leur dit : "Cette fois-ci, il ne faut plus accepter." C'est un peu brutal, tout ça. Il s'agit maintenant de renverser la vapeur, et pour ce faire, il y a un gros boulot...

Ceci dit, les choses se passent différemment selon les chantiers et les entreprises. Souvent il suffit d'une locomotive - un chef d'équipe, le contremaître, un grutier, un machiniste, etc. - qui s'engage pour secouer un peu les collègues. Mais si tout le monde se regarde dans le blanc des yeux sans que personne ne prenne l'initiative pour dire "moi je vais à la manif, allons-y ensemble", alors évidemment c'est plus difficile.

*** Depuis que l'affaire est en cours, as-tu constaté une différence dans la participation syndicale des membres ?**

- Dans plusieurs régions, on ne peut pas dire que la fréquentation aux réunions a augmenté. Par

contre, au niveau des assemblées cantonales, la présence est bien meilleure. C'est assez formidable de réunir 350 à 400 travailleurs alors qu'on a vu trop souvent de ces petites assemblées avec 30 ou 40 personnes... Quand les gens se réunissent à 300 ou 400, il y a tout de suite une autre ambiance; ils ne se sentent plus seuls. Cela contribue à donner une dynamique au mouvement. A Yverdon, ils l'ont trouvée cette dynamique - ils ont fait dernièrement une réunion à 170 pour Yverdon seulement. Ils ont un bon noyau actif capable d'attirer ceux qui hésitent encore. Malheureusement, ce n'est pas le cas partout.

Mais il est incontestable que depuis décembre on observe une réelle envie de faire quelque chose. En plus la période nous est favorable : presque toutes les entreprises cherchent de la main-d'oeuvre, le nombre des frontaliers augmente, celui des saisonniers est à son maximum, des boîtes engagent des temporaires... On a rencontré l'autre jour une entreprise qui travaille déjà 9h30 par jour (le maximum est à 9h15, mais à partir du mois d'avril). Il y a un potentiel de boulot énorme et les patrons veulent engranger pendant qu'il y a des commandes. C'est le moment de taper. Du reste sur les deux manifs dont j'ai parlé tout à l'heure, il n'y a pas eu la moindre remarque ni une quelconque menace de licenciement. On a plutôt senti un peu plus de respect pour le syndicat de la part des patrons.

*** Comment avez-vous abordé le problème spécifique de la paix du travail ?**

- Le 25 mars est présenté comme une journée d'assemblées syndicales pendant le travail. Les patrons le font eux aussi puisque presque toutes leurs réunions ont lieu pendant les heures de travail... Pourquoi pas nous ?

Il est bien évident cependant que la paix du travail a fait énormément de ravage parmi les travailleurs. Pendant des décennies, on leur en a tellement chanté les bienfaits qu'ils ont fini par y croire. Maintenant qu'on leur propose des assemblées pendant les heures de travail, certains nous répondent : "mais c'est pas possible, c'est interdit par la paix du travail, etc." Sans aucun doute, la "mentalité paix du travail" pèse de son poids sur la conscience des gens. Et c'est pas facile à bousculer.

Propos recueillis par Pietro Boschetti

Durant l'entre-deux-guerres en Suisse :

LA PAUVRETE D'HIER

Nous avons déjà abordé dans ces colonnes (voir *La Brèche*, no 369, 6 septembre 1986 et no 378, 29 janvier 1987) le problème de la "nouvelle pauvreté". Or il se trouve que la pauvreté, "nouvelle" ou ancienne, a toujours été un phénomène présent dans les sociétés à économie de marché, y compris dans un pays développé comme la Suisse. Avec une ampleur différente selon qu'il s'agit d'une période de crise ou de croissance, certes.

Dans l'article ci-dessous, S. Guex traite de la "pauvreté d'hier", celle qui a sévi durant la période d'entre-deux-guerres. A nouveau on constate que, pendant que certains s'appauvrisaient, d'autres s'enrichissaient...

Il est difficile de donner une image, même imprécise, de l'ampleur de la pauvreté en Suisse pendant l'entre-deux-guerres¹. En effet, la maigreur des statistiques sociales et des études d'histoire sociale dont on dispose aujourd'hui sur cette période rend pratiquement impossible la définition quantitative de concepts tels que "seuil de pauvreté" ou "minimum vital" qui, tout approximatifs et critiquables qu'ils soient, seraient bien utiles pour tracer les frontières de la pauvreté et de la misère. En d'autres termes, les pauvres n'ont pas d'histoires; quant à savoir pourquoi, c'est une autre histoire... Toujours est-il que le lecteur devra prendre les données qui figurent dans cet article avec beaucoup de précautions et les considérer davantage comme des ordres de grandeur que comme un reflet exact de la réalité.

L'ampleur de la pauvreté

Pour commencer, deux chiffres peuvent nous donner une idée de l'ampleur de la pauvreté à cette époque: en 1910, le nombre de personnes soutenues par l'assistance publique et privée se monte à environ 105 000 (soit 2,8% de la population totale). En juin 1918, quelques mois avant la fin de la Première Guerre mondiale, ce nombre s'était élevé à 700 000 personnes environ (soit 18% de la population totale)! Ces deux chiffres indiquent qu'il existe donc à ce moment-là une

frange considérable de la population qui vit dans une pauvreté se situant à la lisière du dénuement. Qui appartient à cette partie de la population? Ce sont avant tout les couches inférieures des salariés, soit les ouvriers peu ou non qualifiés et les employés subalternes et encore plus, parmi ces couches, les catégories les plus "faibles", c'est-à-dire les femmes et les personnes âgées.

Ainsi, pour ne donner qu'un exemple, pendant toute la durée de l'entre-deux-guerres, le salaire nominal d'un ouvrier non qualifié en fabrique oscille autour de 10 francs par jour (les salaires féminins, eux, sont en moyenne de 30 à 40% inférieurs aux salaires masculins). Pour illustrer sommairement ce que représente cette somme, il faut noter qu'en 1930 un kilo de pain coûte 0,48 fr., un kilo de viande (porc) 4,50 fr., un kilo de beurre 5,61 fr. et 6 œufs 1 fr. Quant au loyer, il faut compter, en 1925, 70 fr. par mois pour un 2 pièces (sans les charges) à Zurich, et 80 fr. à Berne. Ces quelques chiffres suffisent à montrer que ces couches ont un salaire ne leur permettant qu'une subsistance au jour le jour et que le moindre "coup dur" peut se transformer en catastrophe.

Comment la situation de ces pauvres évolue-t-elle durant l'entre-deux-guerres? Pour répondre à cette question, il est nécessaire de regarder rapidement l'évolution du pouvoir d'achat des salariés, du niveau de l'emploi ainsi que de la "politique sociale" de l'Etat pendant cette période.

Les années 1919-1930

Lors de la Première Guerre mondiale, le patronat utilise un rapport de force qui lui est favorable (politique d'union sacrée du mouvement ouvrier, mobilisation des hommes) pour réaliser de juteux bénéfices sur le dos des salariés. Ces derniers subissent une paupérisation massive (baisse des salaires réels de 20 à 30%) qui se reflète, comme il est mentionné plus haut, dans le fait que près d'un Suisse sur cinq se trouve dans le besoin à la fin de la guerre. Cette situation engendre un renforcement et une radicalisation du mouvement ouvrier qui culmine dans la grève générale de novembre 1918. Ce changement sensible du rapport de force en faveur des salariés se traduit par des augmentations spectaculaires du salaire réel: 15% par an entre 1918 et 1922! Logiquement, le nombre des "assistés" régresse radicalement, retombant en 1920 à 141 000 environ (soit 3,6% de la population totale). Toutefois, l'"euphorie" est de courte durée; dès 1921, une crise brève mais intense touche la Suisse. Le patronat profite de l'augmentation très rapide du chômage (plus de 100 000 chômeurs durant l'hiver 1921-22) pour retourner la situation à son avantage; cela lui permet, lors de la reprise économique qui succède à la crise, de maintenir la progression du pouvoir d'achat des salariés dans des limites très étroites (+ 0,8% par an entre 1922 et 1930) alors que ses propres profits ne se portent pas trop mal (les revenus du capital progressent de 6% par an entre 1924 et 1930). Malgré ces années de haute conjoncture, le nombre des "assistés" ne diminue donc pas: environ 166 000 en 1930 (soit 4% de la population totale).

Les années 1930-1939

En Suisse, la "grande crise" ne débute qu'en 1931. Le nombre des chômeurs se maintient à un niveau

Wir sammeln für die Arbeitslosen und ihre Kinder



Affiche du comité d'aide zurichois pour les chômeurs: "Nous récoltons pour les chômeurs et leurs enfants" (1936).

relativement élevé depuis 1932 (54 000) jusqu'en 1939 (40 000), atteignant son maximum en 1936 (93 000, soit environ 6% de l'ensemble des salariés). Il faut cependant noter que ces chiffres sont nettement sous-estimés; ils ne prennent pas en compte, par exemple, les femmes licenciées qui retournent au foyer. Malgré la crise, le pouvoir d'achat des salariés connaît une très légère progression entre 1930 et 1939 (+ 0,7% par an). En effet, la baisse des salaires nominaux, qui commence à partir de 1931, est compensée par la diminution du coût de la vie provoquée en particulier par l'effondrement des prix des produits agricoles.

De cette légère amélioration du salaire réel, il serait erroné de conclure hâtivement que l'ensemble des salariés vivaient mieux car il faut tenir compte du chômage et de la réduction des horaires de travail. Ce qui s'est produit, c'est une différenciation plus forte entre ceux qui gardaient un travail à plein temps et ceux qui chômaient, totalement ou partiellement. Ceci d'autant plus que, comme pendant la crise de 1921-22, la bourgeoisie n'a pris des mesures sociales qu'au compte-goutte, mesures destinées avant tout à prévenir la répétition des événements de 1918. A ce propos, il faut mentionner, par exemple, qu'à cette époque, l'assurance-chômage n'étant pas obligatoire et les cotisations relativement élevées, seul un salarié sur trois était assuré. En outre, l'indemnité moyenne versée par les caisses était très faible: environ 5 francs par jour. Rappelons que cette somme équivalait, en 1936, à 1,1 kg de beurre ou encore à 1,6 kg de viande de porc.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le nombre des "assistés" augmente notablement, pour s'élever à environ 237 000 en 1936 (soit 5,7% de la population totale). Ce chiffre reflète par ailleurs probablement très mal l'ampleur de la

misère qui régnait en Suisse à cette époque, notamment au sein de la petite paysannerie (moins de 5 hectares de terrain) que la chute des prix agricoles avait jetée massivement dans le dénuement.

Des pauvres un peu moins pauvres, des riches nettement plus riches

En conclusion de ce bref survol, on peut donc dire qu'il existe durant tout l'entre-deux-guerres une couche importante de pauvres, composée essentiellement de salariés, que les soubresauts du système capitaliste (crise, inflation) ou des malheurs "individuels" (accident, maladie prolongée) menacent de jeter rapidement dans le camp des miséreux. Cette menace était d'autant plus réelle que le système de sécurité sociale était embryonnaire, la bourgeoisie ne prenant des mesures que pour empêcher l'aggravation des tensions sociales (la grève de 1918 a joué un rôle considérable à cet égard).

Il est cependant important de noter que la situation générale de cette couche de pauvres s'améliore lentement pendant l'entre-deux-guerres. Mais un chiffre relativise l'ampleur de ce progrès: entre 1924 et 1939, alors que les revenus du travail augmentent de 0,3% par an, ceux du capital progressent au rythme de 1,7% par année. Les pauvres deviennent donc un petit peu moins pauvres mais les riches nettement plus riches...

S. Guex



Une file de chômeurs en 1934.

1. Pratiquement tous les chiffres cités dans cet article sont tirés de l'*Annuaire statistique de la Suisse*, Berne, éd. de 1930 et 1940 et du *Handbuch der schweizerischen Volkswirtschaft*, Bern, 2 vol., éd. de 1939 et 1955.

Paix sociale, xénophobie et mouvement ouvrier (1950-1965)

LES RACINES DE LA XENOPHOBIE

Il est courant d'expliquer et de justifier les attitudes xénophobes par les tensions sur le marché du travail: la crainte de perdre son emploi ou de ne pas trouver de logement expliquerait les réactions populaires d'hostilité aux étrangers. En réalité, les racines de la xénophobie sont plus profondes, comme le montrent l'attitude de l'Union syndicale suisse (USS) et du Parti socialiste suisse (PSS) pendant la période d'expansion de l'économie helvétique.

Dans le dernier numéro de *La Brèche*, H.-U. Jost rappelait les étapes, de 1917 à 1925, de la mise en place par la Confédération d'un appareil institutionnel pour contrôler les immigrés. Il faut souligner que ce développement s'opère dans un contexte caractérisé à la fois par une baisse du nombre des étrangers en Suisse et par des affrontements entre la bourgeoisie et le mouvement ouvrier. Avant 1914, les étrangers formaient plus de 14% de la population, bénéficiaient de la liberté d'établissement et de circulation, mais pouvaient être expulsés par les autorités. Dès le début du siècle, l'essor spectaculaire des luttes ouvrières qui culmine lors de la grève générale de 1918 est attribué aux influences étrangères: pour "ramener le calme dans les relations sociales", les politiciens bourgeois organisent le contrôle policier et administratif de la population étrangère. Les guerres mondiales et les crises économiques des années 20 et 30 font baisser la part des étrangers dans la population de 14,7% en 1910 à 5,2% en 1941. Mais, c'est paradoxalement pendant cette période que sont jetées les bases légales et idéologiques de la lutte officielle contre "la surpopulation ou l'emprise étrangère".

Nationalisme et plein emploi

C'est également à partir de 1936 que le Conseil fédéral adopte une nouvelle formulation pour sa poli-

tique au nom de "la lutte contre le chômage et pour la défense nationale". En fait, l'intervention économique de la Confédération consiste à multiplier les crédits militaires et à bénéficier ainsi du soutien de l'aile réformatrice du mouvement ouvrier. Cette politique vise explicitement à faire entrer dans les esprits suisses l'identification du nationalisme et du plein-emploi. Les conditions politiques de la paix sociale mises en place à cette époque se cristallisent pendant la seconde guerre mondiale: c'est à la fin de l'année 1943 qu'un socialiste est élu au Conseil fédéral. En automne 1943, il faut aussi relever l'attitude contrastée des socialistes à l'égard des réfugiés fuyant l'Italie envahie par les nazis. D'une part, au Tessin, les réfugiés sont accueillis par un vaste mouvement de solidarité auquel participe le conseiller d'Etat Canesvascini et l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière; mais, d'autre part, un dirigeant historique du PSS, Robert Grimm, intervient au Conseil national pour se faire le porte-parole des ouvriers suisses qui voient arriver des milliers de concurrents sur le marché du travail.

Cette dualité dans l'attitude du PSS à l'égard des réfugiés se révèle aussi par le fait que, bien que critiquant le directeur de la Division de Police, Rothmund, à cause de son obsession de l'"Ueberfremdung" et de la "Verjudung" ("l'enjuivement"), le vice-directeur de cet Office dès 1943, Reynold Tschäppät, est membre du PSS.



Contrôle aux frontières à l'arrivée des travailleurs italiens dans les années soixante.

Des concurrents

L'après-guerre est marquée par une longue phase d'expansion économique. Les conceptions politiques dominantes restent cependant celles mises en place à la fin des années 30. Rares sont ceux qui dès 1945 comprennent qu'une nouvelle période économique s'ouvre. Pendant de nombreuses années, les mentalités des dirigeants syndicaux restent marquées par l'avant-guerre et obsédées par la crainte d'un retour du chômage ou des troubles sociaux.

Dans les conditions de la paix du travail, les travailleurs étrangers ne présentent guère d'intérêt aux yeux des secrétaires syndicaux. L'essentiel n'est plus d'organiser et de mobiliser les ouvriers, mais de leur faire payer régulièrement leurs cotisations syndicales. Les nouveaux adhérents sont autant "d'arguments" dans les négociations avec les patrons. Des campagnes pour syndicaliser les travailleurs étrangers ne sont pas organisées: on se contente de déclarations générales sur "l'internationalisme syndical" et d'appels aux immigrés pour qu'ils fassent "leur devoir" et rejoignent les rangs de l'USS.

En fait, les publications syndicales parlent des ouvriers étrangers comme de concurrents que les capitalistes exploitent sur les lieux de travail et dans leurs logements. Les travailleurs immigrés sont considérés comme une main-d'œuvre utilisée conjoncturellement par le patronat. S'opposant à la politique patronale de recrutement d'étrangers, l'USS veut fixer des limites quantitatives et propose un taux "acceptable", "tolérable" d'étrangers.

Un ton xénophobe

En 1965, dans un guide pour les orateurs, l'USS présente ainsi sa position: "Un million de ressortissants étrangers environ vivent en

Suisse. Près de 20% de la population. Un tiers du personnel assujéti à la loi sur les fabriques est immigré. A fin août 1964, on dénombre 720 000 travailleurs étrangers soumis à contrôle. Ces chiffres sont trop élevés. Leur réduction progressive s'impose. L'USS met en garde depuis des années contre les risques économiques et politiques d'un excès de pénétration étrangère. Elle a invité à maintes reprises le Conseil fédéral à édicter des prescriptions plus sévères en matière d'immigration. Longtemps, trop longtemps, l'USS a été la voie de celui qui crie dans le désert. Enfin — sous la pression de l'opinion — l'autorité fédérale semble aujourd'hui disposée à prendre des mesures plus efficaces pour réduire progressivement le nombre des ressortissants étrangers. (...) Sans trop exagérer, on peut dire que nous avons fait appel à des capitaux étrangers pour construire des fabriques et des logements pour des ressortissants étrangers! Notre degré de dépendance à l'égard de l'extérieur a atteint un niveau inquiétant — ce qui est en contradiction avec la volonté d'indépendance que nous affirmons chaque jour. L'économie suisse s'est développée plus fortement que ses ressources naturelles ne lui permettaient." En 1963, le Congrès de l'USS est ouvert par le conseiller fédéral socialiste et président de la Confédération, W. Spühler. Il exprime lui aussi le même point de vue: limiter le nombre des étrangers!

La même année, les dirigeants du syndicat de la métallurgie et de l'horlogerie (la FOMH, ancêtre de la FTMH) approuvent l'expulsion d'ouvriers italiens accusés d'agitation communiste: "Sans dramatiser pour autant ces faits, nous enregistrons avec satisfaction les mesures prises par les autorités. Car enfin, c'est de cette manière que commence le travail de sape des termites

communistes. (...) De manière générale, les ressortissants étrangers, quelle que soit leur nationalité, ont une conception différente de la nôtre du syndicalisme et de ces tâches. Le comportement des travailleurs italiens les plus nombreux confirme nettement cette constatation. En grande partie indifférents en matière politique, ils se laissent convaincre et entraînent assez facilement par les agitateurs qui ont une formation politique. C'est la raison pour laquelle on a enregistré, ces derniers temps, une sensible augmentation des grèves spontanées de travailleurs italiens. Plutôt que d'adhérer à l'organisation syndicale pour la renforcer, un nombre croissant d'entre eux passent à l'action directe." (Rapport d'activité de la FOMH pour 1963, p. 48).

Le ton de ces écrits syndicaux est à peine xénophobe!

PdT et PSS sur la même ligne

Les partis ouvriers suisses ne se préoccupent guère plus de défendre les immigrés. Le programme du PSS adopté en 1959 n'en parle même pas! Celui du Parti du Travail est aussi muet sur ce point... En fait, il faut attendre la fin des années 60 pour que la solidarité avec les étrangers redevienne une préoccupation de certaines tendances du mouvement ouvrier.

On voit donc que la xénophobie n'est pas l'invention de quelques "extrémistes", mais s'inscrit dans les structures de la "paix sociale" à la Suisse. Les arguments diffusés par l'USS et le PSS ont aiguisé les ciseaux de ceux qui voulaient déchirer la classe ouvrière et l'empêcher de résister aux véritables menaces qui pèsent sur les emplois et sur l'environnement. La lutte contre la pénétration nationaliste est vitale pour les organisations ouvrières.

Denis Lavanchy

Les arrêtés conjoncturels

Votation populaire du 28 février 1965

Petit guide pour les orateurs

Lutte contre l'excès de pénétration étrangère!

Lutte contre le renchérissement!

Deux OUI pour les arrêtés conjoncturels

Edité par l'Union syndicale suisse

Monbijoustrasse 61

3000 Berne

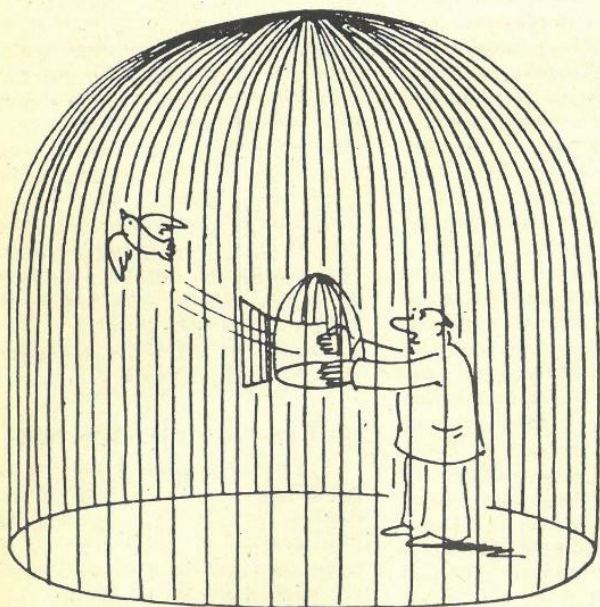
A deux ans de distance, il faut bien reconnaître que Gorbatchev a, pour le moins, créé la surprise. Ses descriptions alarmistes de la crise de la société, ses dénonciations répétées des incompétences et de la corruption des responsables du parti dépassent souvent, en virulence, les critiques des "pires ennemis" de l'URSS. La libération de dissidents de premier plan et l'ouverture culturelle en cours dépassent les besoins d'un coup de propagande. Les décisions du dernier Plenum du comité central quant au mode d'élection des cadres du parti et des soviets semblent indiquer la volonté de secouer sérieusement un appareil politique désigné de plus en plus souvent comme un des principaux obstacles à la transformation par en haut de la société souhaitée par la nouvelle direction.

L'EFFET GORBATCHEV

Mikhaïl Gorbatchev tente par là de répondre à des préoccupations, qui étaient déjà apparues partiellement chez Andropov, face aux blocages de la société soviétique. Contrairement à ses prédécesseurs, il semble avoir pris conscience de l'urgence des problèmes économiques. L'URSS ne peut plus compter aujourd'hui, comme par le passé, sur des ressources illimitées en matières premières et en main-d'œuvre pour garantir sa croissance. Le développement des technologies de pointe pour moderniser son appareil productif et un emploi plus rationnel de la force de travail sont nécessaires. De même les événements de Pologne n'ont sûrement pas manqué de rappeler aux dirigeants soviétiques les dangers d'une accumulation de mécontentement parmi les travailleurs et dans la société face à la pénurie et aux difficultés de la vie quotidienne. Les premières mesures annoncées par Gorbatchev (le droit pour les kolkhoziens de vendre un tiers de leur production sur le marché libre) visaient clairement à apporter quelques améliorations immédiates dans ce domaine.

Gorbatchev n'avait pas, au départ, de projet clair et cohérent pour faire face à ces problèmes et ce n'est pas surprenant dans un pays où tout débat libre et créateur est hors-la-loi depuis des décennies. Une des raisons de l'ouverture culturelle et de la plus grande liberté de réflexion et de discussion accordée aux scientifiques, aux économistes, aux sociologues vise un but précis: favoriser un brassage d'idées parmi lesquelles les nouveaux dirigeants pourront puiser. Le sort de la sociologue réformatrice, Tatiana Zaslavskaïa, illustre bien cette réalité: contrainte à publier ses écrits en Samizdat sous Andropov, elle est aujourd'hui l'une des principales conseillères de Gorbatchev.

Alors que les débats sur la réforme économique obtenaient droit de cité, le Secrétaire général lançait sa campagne de "transparence", une véritable opération de mise à nu des maux et des dysfonctionnements de la société soviétique. La corruption, l'incompétence, mais aussi la drogue, les carences du système de santé, la situation des femmes, le mécontentement des jeunes face à la guerre en Afghanistan: il n'existe aucun problème qui ne puisse être discuté, a dit le secrétaire général, et la seule vraie transformation introduite jusqu'ici est sans aucun doute celle de la presse soviétique.



Zbigniew Jujka

SECOUER L'APPAREIL

La volonté de faire prendre conscience de l'ampleur et de l'urgence des problèmes est claire. Mais cette "transparence", en désignant par leurs noms les incompétents, visait aussi, au départ, à faire pression sur les cadres intermédiaires du parti, installés dans une routine paralysante pour toute tentative de réforme. Et c'est là une autre nouveauté introduite par Gorbatchev: la transformation du fonctionnement de l'appareil politique est présentée comme un préalable à toute réforme économique. Un grand hebdomadaire rappelait récemment que les décisions sur le rôle du marché n'avaient été adoptées au XXVII^e Congrès du Parti (mars 1986) qu'après un "violent débat idéologique"¹. Et la

URSS :

DEUX ANS DE GORBATCHEV



En mars 1985, Mikhaïl Gorbatchev devenait Secrétaire général du PCUS, presque dans l'indifférence! Deux successions rapprochées (Andropov puis Tchernenko) avaient déçu les espoirs de changement réel à la tête du pouvoir en URSS. Et le nouveau Secrétaire général ne semblait pas avoir, à première vue, de politique nouvelle pour affronter les problèmes de la société soviétique.

presse ne cesse de dénoncer les nombreux cas de résistance de l'appareil face aux nouvelles directives. Cette campagne s'est accentuée à la veille du Plenum du Comité central de janvier qui devait précisément discuter la politique des cadres. La dénonciation des "conservateurs socialistes soviétiques" (cf. encart) est devenue un leitmotiv de la presse.

Il semble pourtant que cette campagne n'ait pas eu les effets escomptés. Certes des milliers de cadres corrompus ou incompétents ont été épurés, voire arrêtés, mais l'appareil gigantesque du parti (il s'agit de millions de personnes) ne semble pas avoir été préoccupé au point de modifier ses habitudes. C'est sans doute ce qui a motivé l'escalade opérée par Gorbatchev lors du Plenum. Si les discours moralisateurs et les mises en garde sont restés sans effet, les changements ne pourront être introduits qu'à travers un système d'élections sur la base des compétences réelles et l'obligation de rendre des comptes aux électeurs. Désormais les élections à tous les échelons du parti devront donner lieu à un choix entre plusieurs candidats et s'opérer à bulletin secret. Ce sera aussi le cas pour les élections aux soviets. Bien sûr ce "choix" devra s'opérer dans le cadre du parti unique dont le monopole du pouvoir demeure le fondement du régime. Pourtant si les mesures sont réellement appliquées, elles risquent de remettre en cause la stabilité de l'emploi de plus d'un bureaucrate.

Si ces mesures visent essentiellement à faire pression sur les cadres, elles semblent aussi répondre à un autre besoin: gagner la confiance et l'appui des travailleurs qui, jusqu'ici

sont loin d'être acquis. Gavril Popov, professeur d'économie à l'Université de Moscou, écrivait récemment dans la *Pravda* que la principale résistance venait en fait des travailleurs car, explique-t-il "la résistance de l'appareil pourrait être facilement balayée par un mouvement de masse des travailleurs qui appuierait la direction du parti". Or, un tel mouvement n'existe pas².

Le scepticisme des travailleurs est nourri par l'absence, jusqu'ici, de changements tangibles dans leur vie quotidienne et par la crainte des effets qu'auraient la réforme économique sur leurs salaires et conditions de travail. Gorbatchev reconnaissait à mi-mot ce scepticisme quand il déclarait au Plenum: "Nous avons besoin de la démocratie. Elle nous est aussi nécessaire que l'air. C'est le seul moyen qui nous permettra d'impliquer dans la 'transformation' la force décisive pour sa réalisation, les travailleurs".

LA RÉFORME ET SES CONSÉQUENCES SOCIALES

Pourtant, les mesures de réforme économique, synthétisées dans le projet de réforme du statut des entreprises publié récemment, risquent de renforcer le scepticisme. Avec l'instauration de l'autonomie financière des entreprises, le fonds des salaires devra être alimenté par les bénéfices et les salaires dépendront pour moitié des profits. Les directeurs d'entreprises auront le droit d'embaucher et de débaucher. L'Etat prendra en charge les compensations

salariales en cas de chômage, mais les travailleurs devront se trouver eux-mêmes un nouvel emploi (auparavant, un directeur d'entreprise devait trouver un emploi dans une autre usine pour les travailleurs qu'il voulait licencier). Une entreprise qui enregistre des pertes pourra être déclarée en faillite au bout de cinq ans. Enfin, un système central de contrôle des produits est instauré et les livraisons de produits non satisfaisants seront sanctionnées financièrement au détriment de la masse salariale.

Les inégalités salariales risquent ainsi d'augmenter (certains réformistes, comme Popov ou Zaslavskaja, les revendiquent haut et fort), de même que l'insécurité de l'emploi et la productivité du travail. En contrepartie, on projette d'instaurer au niveau des entreprises un système d'élections des responsables à tous les niveaux — du directeur au contre-maître, au chef de brigade — par l'assemblée des travailleurs, sur le modèle yougoslave. Cela représenterait certes un changement important dont les travailleurs sauraient sûrement se servir pour défendre leurs droits et établir un rapport de force en leur faveur au niveau de l'entreprise. Il n'en reste pas moins que la réforme économique va exiger plus de la part des travailleurs en matière de productivité et de qualité, sans leur donner les moyens de se prononcer sur les choix en matière de politique économique et sur leur application.

Les réactions des travailleurs face au nouveau système de contrôle de qualité illustrent bien cette contradiction. Le quotidien *Izvestia* reconnaît que son introduction ne se passe pas "sans problèmes" et donne lieu, dans tout le pays, à des "protestations orageuses". Ainsi, informe le journal moscovite, les ouvriers de la grande usine de camions de Kamaz ont fait grève en décembre contre ce système, protestant qu'on exigeait d'eux des produits de meilleure qualité alors qu'ils doivent travailler sur les mêmes machines défectueuses¹. Protestations similaires récemment dans une lettre envoyée à la *Pravda* par 60 ouvriers d'une usine de Moldavie: nous sommes en retard sur le plan, expliquent-ils, mais nous ne sommes pas responsables de ce retard, car nous n'avons jamais reçu toutes les machines prévues pour notre usine ouverte en 1985². Ainsi un des effets de ces nouvelles mesures pourrait être de déplacer le centre de gravité du mécontentement social dans les entreprises, sans pour autant résoudre les problèmes de consommation, puisque, dans le plan 1986-90, la priorité est donnée aux industries technologiques de pointe.

Il ne faut cependant pas sous-estimer les différenciations qui peuvent apparaître au sein des entreprises. Certains travailleurs spécialisés et techniciens peuvent en effet être séduits par les appels à une plus grande efficacité et un fonctionnement plus rationnel des entreprises. En outre, il ne faut pas sous-estimer non plus les effets de décennies d'inexpérience syndicale et politique de la classe ouvrière soviétique qui donnent — et risquent de donner pour un certain temps encore — à ses protestations un caractère sporadique et atomisé.

Anna Libera

1. *Literaturnaya Gazeta*, 3 décembre 1986.
2. *Pravda*, 27 janvier 1987.
3. *Izvestia*, 4 décembre 1985.
4. *Pravda*, 10 mars 1987.

LES "CONSERVATEURS SOCIALISTES SOVIÉTIQUES"

A la veille du Plenum du Comité central qui s'est tenu fin janvier, la presse soviétique — qui fonctionne désormais à l'heure de la "transparence" — a multiplié ses dénonciations des résistances à la "transformation", opposées par certains cadres ou secteurs de l'appareil du Parti. Certains se limitent à une simple passivité, espérant que la campagne actuelle n'est qu'une passade du nouveau Secrétaire général et que tout va bientôt rentrer dans la routine précédente. D'autres vont jusqu'au sabotage ouvert de directives qui pourraient remettre en cause leur pouvoir jusqu'ici incontesté.

Dans le dernier numéro de la revue mensuelle *Novy Mir*, son nouveau rédacteur en chef, Sergueï Zalyguine, décrit en détail un tel cas de sabotage, dans un secteur qu'il connaît bien, l'écologie.

Sergueï Zalyguine a été, avec de nombreux écrivains, géologues, techniciens, agronomes, médecins, etc., à la tête de la lutte contre le gigantesque projet de détournement du cours des grands fleuves sibériens vers les régions asiatiques de l'URSS qui connaissent de sérieux problèmes d'alimentation en eau (il s'agissait en particulier de faire remonter le niveau de la Mer Caspienne).

Dès le premier jour, ils ont mis en garde contre la catastrophe écologique qu'entraînerait une telle opération pour la Sibérie. En outre les historiens et écrivains dénonçaient dans cette attaque contre l'équilibre naturel de toute une région la destruction d'une partie du patrimoine culturel et historique de l'URSS.

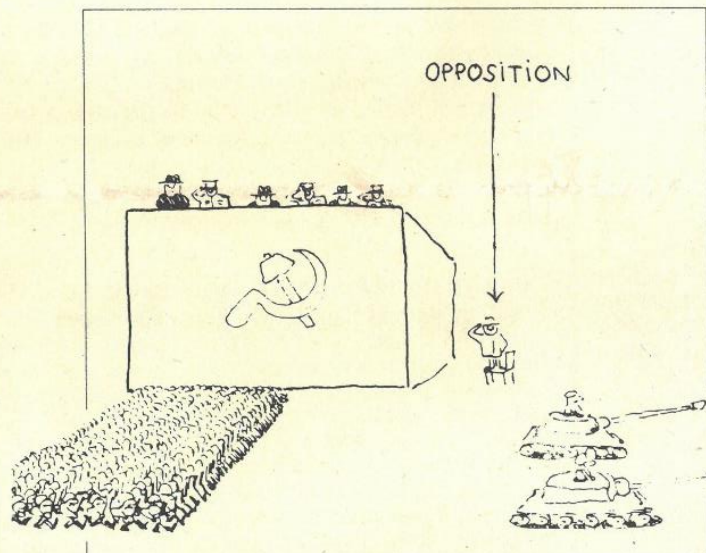
Le débat a pris une ampleur telle parmi les scientifiques et les intellectuels que, finalement, en août 1986, un communiqué du Bureau politique du PCUS annonçait la suspension des travaux de détournement. C'était là une grande victoire de l'"opinion publique" explique Zalyguine, car "c'est la première fois dans notre histoire qu'un problème aussi important concernant l'économie nationale a été discuté avec autant de transparence et aussi profondément par le peuple"¹. La première fois aussi que les autorités ont dû céder devant l'opinion publique.

Zalyguine montre comment les organes concernés par le projet n'ont tenu compte ni de la discussion qui s'est développée dans le pays ("Depuis quand l'opinion publique discute-t-elle les projets techniques? demandaient les 'spécialistes détourneurs'"), ni de la décision du BP de suspendre les travaux. Le communiqué du Bureau politique justifiait l'arrêt des travaux par la nécessité d'approfondir les recherches préalables. Les "spécialistes détourneurs" se sont emparés de cette petite phrase pour dire: d'accord, approfondissons les recherches et, à titre d'"expérience", détournons 6 km du cours de la Volga. Zalyguine dénonce le bluff d'une telle expérience en soulignant que son échelle très réduite ne permet pas de tirer des conclusions valides quant à ses effets tant en Sibérie que dans les régions asiatiques, ce qui lui dénie toute valeur scientifique.

Par contre, indique-t-il, cette expérience est faite à une échelle suffisamment grande pour justifier le maintien en place de toutes les personnes qui, dans les ministères concernés, travaillent depuis près de dix ans au projet de détournement. Et il en dénombre pas moins de 68 000! Autant de personnes qui ont un intérêt matériel à ce que rien ne change.

En conclusion, remarque Zalyguine, "la société à tout à perdre à la réalisation du détournement, mais les dirigeants, eux, ont beaucoup à gagner: un gros budget, plus de bureaux, de départements sous leur contrôle et donc un plus grand prestige"². Cette constatation l'amène à se demander qui sont ces gens. En effet, rappelle-t-il, on a toujours trouvé des conservateurs dans les rangs des survivants du passé pré-révolutionnaire. Mais force est de constater, aujourd'hui, que "notre expérience actuelle a produit un conservatisme frustré, un bureaucratisme socialiste soviétique"³. Et si on parlait de bureaucratie?

1. *Novy Mir*, no 1, 1987 "Povorot".
2. *Idem*.
3. *Idem*.



"TRANSPARENCE" SUR LE PASSÉ OU COMMENT REHABILITER LES VICTIMES DE STALINE

Depuis son accession au pouvoir, Gorbatchev a fait de la "transparence" son mot d'ordre central. La lecture de la presse soviétique ces derniers mois montre que le mot d'ordre a été pris au sérieux et on y discute ouvertement de tous les problèmes de la société soviétique. On y voit aussi la tentative d'aller chercher dans le passé les causes des problèmes actuels. Là aussi le mot d'ordre semble être "transparence", même s'il est plus difficile à appliquer tant l'histoire soviétique a été malmenée, falsifiée, maintes fois réécrite et privée de ses principaux personnages. Gorbatchev admettait récemment devant une assemblée d'intellectuels que l'histoire soviétique était une histoire à un seul personnage (Lénine) et que c'était là un problème. Depuis lors, on assiste à une tentative, encore fragmentée, de réintroduire dans l'histoire de l'URSS des 70 dernières années des dirigeants bolchéviques liquidés par Staline.

Dans un récent article de l'hebdomadaire *Les nouvelles de Moscou* (no 3, 1987) sur le Testament de Lénine, le rédacteur en chef discute en détail les jugements de Lénine sur Zinoviev, Kamenev, Trotsky et Boukharine, avec qui "Lénine a mené la révolution, résisté au cours des premières années du régime soviétique, triomphé dans la guerre civile et lancé la NEP". En conclusion, il laisse entendre que tous ces dirigeants étaient meilleurs que Staline.

La culture est largement mobilisée pour opérer ce retour critique sur l'histoire. Le mois prochain doit être publié à Moscou un livre de l'écrivain Rybakov, *Les Enfants de l'Arbat*, qui relate les événements qui ont mené à l'assassinat de Kirov. Récemment, la télévision soviétique a diffusé un film, *Coups de pinceaux pour un portrait de Lénine* dont l'un des principaux personnages est Boukharine. Dans un théâtre de Moscou est actuellement en répétition une pièce de théâtre, *Guerre ou Paix*, qui met en scène les collaborateurs de Lénine durant la révolution. Deux des principaux personnages sont Boukharine et Trotsky. Au mois d'avril, le mensuel littéraire *Novy Mir* va commencer la publication d'un livre, *La Paix de Brest-Litovsk*, dont le principal personnage est Trotsky et qui présente assez fidèlement son rôle dans les négociations de paix de 1918.

Jamais par le passé — en particulier au lendemain du XXe congrès du PCUS en 1956, qui avait marqué le début de la désacralisation de Staline — on n'avait été aussi loin dans la remise en cause du caractère monolithique de l'histoire officielle soviétique. Certes, pour l'instant c'est essentiellement dans des créations littéraires que ce retour critique est opéré. Il ne faut cependant pas en sous-estimer l'importance étant donné le rôle traditionnel de la culture comme canal d'expression politique en URSS et la large audience des œuvres culturelles auprès des Soviétiques.

Pour cette dernière raison précisément, il va être difficile, à terme, de continuer à enseigner aux écoliers et étudiants soviétiques que Boukharine, Zinoviev, Trotsky, etc., étaient des traîtres à la solde de l'impérialisme, alors que la télévision, le théâtre et la littérature commencent à les présenter comme des dirigeants à part entière de la révolution aux côtés de Lénine.

Le problème de leur réhabilitation historique est donc posé et, semble-t-il, sérieusement discuté par les responsables de l'Académie des Sciences. On imagine facilement les problèmes délicats posés par une telle opération à la bureaucratie. En effet, réhabiliter Boukharine par exemple, c'est reconnaître qu'il y avait une alternative possible au stalinisme, un choix entre différentes positions. Si cela était admis pour le passé, comment justifier que ce ne le soit pas pour le présent?



Sakharov au Forum de la paix à Moscou.

Rencontres d'Yverdon et de Berne :

Réunion des Verts alternatifs

Le 6 mars, les groupes verts alternatifs de Suisse romande se sont réunis à Yverdon pour discuter de candidatures communes aux élections nationales de l'automne prochain. Le 14 mars à Berne, une semblable rencontre a réuni douze groupes verts alternatifs romands et alémaniques. Un observateur du PSO était présent. Cette rencontre a notamment arrêté une position commune pour les votations du 5 avril ainsi qu'une résolution pour les élections nationales et décidé d'une journée d'action nationale "hors d'haleine" le 20 juin contre la pollution de l'air. Voici ces résolutions.

Votations du 5 avril

"Les forces vertes alternatives réunies à Berne ont décidé des mots d'ordre suivants concernant les votations du 5 avril. Nous refusons la révision de la loi sur l'asile car nous nous opposons à toute nouvelle restriction du droit d'asile. L'actuelle loi en vigueur est du reste fort critiquable vu qu'elle est d'ores et déjà utilisée pour prononcer des

extraditions injustifiées et inhumaines. Les requérants d'asile sont des êtres humains pourchassés qui ont besoin de notre solidarité. Nous affirmons : la barque n'est pas pleine. Nous n'aimerions pas que l'histoire se répète d'une manière aussi sinistre.

Nous approuvons par contre le référendum en matière de crédits militaires. Pourquoi le peuple n'aurait-il rien à dire sur l'engagement de sommes importantes claquées chaque année sur l'autel de l'armement ? Il existe moult autres possibilités pour utiliser ces milliards d'une façon bien plus utile. Citons : la protection de l'environnement, le développement d'énergies alternatives, l'aide au tiers monde, le financement de la baisse de l'âge de la retraite, etc. ; autant de domaines où, soi-disant, l'argent manque toujours. En outre, le référendum sur les crédits militaires nous permet également de dire non à la destruction du patrimoine naturel dont l'armée porte la responsabilité.

Enfin nous disons oui pour des raisons de démocratie élémentaire au double oui. Ce n'est qu'ainsi que la volonté populaire pourra s'exprimer sans être faussée."

Elections nationales et journée d'action

"Les représentant(e)s des groupes verts alternatifs de Suisse romande et alémanique qui se sont rencontré(e)s samedi 14 mars à Berne pour leur deuxième assemblée ont décidé de mettre sur pied un pool commun d'informations visant à informer sur les activités parlementaires et extra-parlementaires et auquel seront également intégrés le POCH, le PSO et le Parti écologiste suisse. Une résolution unanime a été votée pour le refus de la révision de la loi sur l'asile, le soutien au référendum sur les crédits militaires et à la procédure du double oui.

En ce qui concerne les élections nationales, nous avons discuté d'une éventuelle alliance de tous les groupes verts alternatifs de Suisse. Certains d'entre eux ont de grandes chances d'obtenir des sièges. Cette rencontre a également créé un groupe de travail chargé d'élaborer pour la prochaine réunion du 16 mai des propositions d'apparitions communes sur des contenus communs.

Il fut enfin décidé d'organiser en commun avec d'autres forces écologiques une journée d'action nationale "hors d'haleine" contre la pollution de l'air le 20 juin prochain."

Berne, le 14 mars 1987. Alternative socialiste verte, Vaud; Combat socialiste, Jura; Glarner Umweltgruppe; Grüne Aargau; Grüne Alternative St Gallen (GRAS); Grüne Liste Baselbiet; Grüne Liste Olten; Grüne Wasseramt Solothurn; Linke Alternative Chur; Liste alternative écologie et solidarité, Fribourg; Pour une alternative progressiste, Genève; Sozialistisch-Grüne Alternative, Zoug.

Contribution à propos des élections nationales

Voici quelques extraits de la contribution de Heinz Gabathuler, membre d'Alternative verte de Saint-Gall (GRAS), au sujet des élections nationales et présentée à la réunion du 14 mars :

"Pour les groupements ici réunis se pose maintenant la question si le Parti écologiste suisse, modéré et peu actif sur les questions sociales, sera le seul à se présenter sous l'étiquette des "verts de Suisse" ou si, sur le plan national, le point de vue vert alternatif ne devrait pas également être entendu. D'aucuns prétendent qu'il n'y a pas de raison de forcer à la constitution d'un "mouvement unitaire" pour les élections nationales. En outre des doutes existent quant à savoir si, à côté de la campagne électorale dans les divers cantons, il subsistera encore suffisamment de force pour mener une réelle campagne verte alternative nationale. On peut rétorquer que, d'après les informations de la SSR, une apparition commune au-delà des frontières cantonales est indispensable pour avoir un accès à peu près égalitaire aux émissions électorales de la radio et de la TV. Pour les émissions nationales, un parti ou un mouvement "devra présenter des listes et participer activement à la vie politique dans plusieurs cantons" (Lignes directrices de la SSR). (...)

"Une structure commune de parti n'est nullement nécessaire. Il ne peut donc être question d'un "mouvement unitaire forcé". Les divers groupements, alliances, etc., pourront apparaître dans les cantons sous leur propre nom. La seule condition : avoir des buts politiques plus ou moins en accord et être d'accord de collaborer au Conseil national, c'est-à-dire de former une fraction en cas de succès électoral.

"A notre avis, il est fortement souhaitable, voire politiquement nécessaire, de défendre, grâce aux émissions de TV et radio, devant un large public nos options vertes alternatives qui, sur plusieurs questions importantes, divergent de celles du Parti écologiste suisse. Si, en plus, d'autres activités communes (campagne électorale coordonnée, conférence de presse nationale, programme électoral commun, etc.) sont possibles et utiles, ceci devra être discuté dans le détail. Dans ce débat, il faudra examiner avec soin les besoins des différents groupes implantés régionalement et la nécessité de rendre publiques nationalement des positions radicales en matière d'écologie et concernant les problèmes sociaux."

Les communistes suisses en congrès :



Au congrès du PST/POP.

"PERESTROIKA" AU PARTI DU TRAVAIL ?

Pour son XIII^e Congrès, le Parti suisse du Travail (PST/POP) a voulu montrer sa capacité de renouveau. "Nous avons tardé à voir les profondes mutations de la société, les nouveaux problèmes qu'elles posent", soulignait dans son rapport le secrétaire général sortant Armand Magnin. Mais, ajouta-t-il, "de nouvelles perspectives s'ouvrent à notre parti" vu la situation internationale et l'offensive conservatrice qui touche les travailleurs. Le PST/POP saura-t-il y répondre ?

En tout cas, le PST/POP n'a pas profité du meeting international qui ouvrait son Congrès (avec l'ANC et le FSLN) pour donner son point de vue sur un élément pourtant nouveau de la situation mondiale : les réformes de Gorbatchev ! L'occasion s'y prêtait. Le parti n'a-t-il pas sans cesse répété (depuis 1968 au moins) qu'il souhaitait des réformes en URSS, voire l'autogestion, et luttait quant à lui pour un socialisme démocratique ? "De profondes réformes sont indispensables (...). Le PST/POP souhaite la réussite des processus de démocratisation en cours" dans les pays socialistes, dit même sa résolution politique. Mais le constat reste prudent. La "perestroïka" (réformes profondes) de Gorbatchev inquiète le PST/POP : chat échaudé craint l'eau froide. Les résistances de la bureaucratie restent fortes et le parti redoute... de trop espérer. A force d'attendre une réforme de la nomenklatura, on en vient à perdre toute conviction qu'un socialisme géré par les travailleurs, qu'une société autogérée soit possible. Voilà qui ne va pas aider à convaincre que des "perspectives nouvelles" se dessinent au Parti du Travail.

Un parti éclaté

Pour sortir de la crise du capitalisme, le PST/POP met l'accent sur une "nouvelle croissance économique", qui tienne compte des besoins humains et écologiques. Quel sera le moteur de cette nouvelle croissance ? Faut-il oui ou non rompre avec le capitalisme ? "Il est indispensable que les forces de gauche en Europe occidentale poursuivent le débat et poussent la réflexion pour redéfinir les programmes à court et moyen terme des forces de progrès" ajoute la résolution. Les formules générales pourraient bien s'avérer creuses. Car, sur le court

terme, la réflexion n'a pas besoin d'atteindre l'himalaya de la pensée pour définir les tâches des forces syndicales, féministes, écologistes, anti-impérialistes face à l'offensive néo-libérale. Que ce soit sur l'asile, les dépenses d'armement, les multiples discriminations à l'encontre des femmes, le travail de nuit ou du dimanche, l'AVS ou le nucléaire, non seulement des réponses existent mais, de fait, un large éventail de forces œuvre déjà en commun. Quant aux problèmes à moyen terme, là il est vrai qu'une discussion est fort nécessaire. De ce point de vue, on ne peut que regretter que, face à des thèses ayant même perdu le fil conducteur du "rassemblement populaire" (alliance entre les travailleurs et le petit patronat), aucune orientation alternative ne s'affirme. Ne serait-ce que sous la forme interrogative choisie par les "rénovateurs" français : sur le lien entre les luttes des salariés et les "mouvements sociaux", les nouveaux besoins de la jeunesse et leurs formes d'expression ; quel syndicalisme ; quelle issue trouver à la crise du système capitaliste au-delà des limites constatées de la gestion social-démocrate ? Certes, publiquement, des membres de la direction du PST/POP se réclament des "rénovateurs" français. Lors du congrès, Joseph Zysiadi, secrétaire du POP vaudois, en fut un porte-parole. Mais cette discussion sera-t-elle posée publiquement ? Le PST/POP, ou un de ses secteurs, sera-t-il partie prenante du débat nécessaire entre toutes les forces qui marquent pratiquement leur refus de la politique de "concordance nationale" ?¹

On peut en douter : d'une part, si l'on examine la composition des instances de direction, d'autre part lorsqu'on constate l'éclatement du PST/POP en groupes cantonaux de tendances diverses.

"La section de Bâle a une peur petite bourgeoise d'entrer en contact avec tous ces groupements non totalement contrôlables. Cette manière de penser correspond à une époque où on était incapable d'empoigner les grands problèmes, comme le dit Gorbatchev" écrit la minorité de cette section (qui n'a d'ailleurs eu droit à aucun délégué). Aux antipodes, le Tessinois Girardoni, qui a quitté la direction nationale, juge les thèses totalement insuffisantes, "grotesques" même à propos des femmes, et qui ne parlent pas de ce qui se passe dans la gauche. La motion du Tessin demandant un nouveau congrès d'orientation est cependant rejetée. A Genève, bastion traditionnel du parti, l'axe essentiel reste celui d'un accord avec les socialistes, pour autant que le PDT conserve son poids électoral. A ces différences régionales s'ajoutent celles entre les anciens militants syndicalistes, souvent engoncés dans une activité très alignée sur la bureaucratie syndicale, et quelques jeunes ou moins jeunes, actifs dans tel ou tel mouvement social, mais qui se sentent fortement délaissés par le parti.

La "perestroïka" reste à faire

L'adoption des thèses, l'élection d'un nouveau secrétaire général, Jean Spielmann, et de quelques nouveaux membres à la direction ne peuvent donc cacher ces problèmes. Le PST/POP n'est plus un parti national mais une fédération de sections qui chacune suit une option différente — selon les grands courants qui traversent d'ailleurs les partis communistes européens. Et la direction hésite à "empoigner le problème", comme dit Gorbatchev, car il sait qu'il contient les germes d'un éclatement encore plus évident.

S'il veut choisir l'ouverture plutôt que le ghetto, le Parti du Travail a encore quelques "perestroïka" à faire...

Dominique Dumont

1. Voir à ce sujet les thèses soumises au Congrès du PSO pour un regroupement unitaire et pluraliste, *La Brèche*, no 377, 15 janvier 1987.

Yougoslavie :

Une nouvelle vague de grèves se déroule en Yougoslavie. Elles sont illégales, car le droit de grève n'est toujours pas reconnu dans le pays de l'autogestion. Mais ces "abstentions du travail" sont admises ! Tant elles sont nombreuses.

C'est en août-septembre 1986 que le mouvement gréviste a pris son essor. Depuis, les "incidents" se sont multipliés. Mais, dès le début du mois de mars, l'accélération est foudroyante. La presse officielle a reconnu que, du 1er au 16 mars, 72 entreprises avaient connu des suspensions de travail ; 12 849 salariés y seraient impliqués. Le mouvement touche toutes les Républiques. La Croatie — et plus spécialement Zagreb, la deuxième ville de la République — est au centre de la révolte ouvrière. Pour l'instant, les grèves ne sortent pas des entreprises. Des manifestations ouvrières dans la rue, voilà ce que craignent les autorités. A Belgrade, des enseignants ont manifesté devant la Cour des comptes de Serbie. Ils ont obtenu gain de cause immédiatement.

Il s'agit d'une rébellion contre une décision du gouvernement fédéral, de son "homme fort" : Mikulic. Pour tenter de juguler la crise économique, sous la houlette du FMI (Fonds Monétaire International), le gouvernement Mikulic avait décidé la mise en place d'un plan d'austérité en 1986. Quatre lois avaient été adoptées. Deux portaient sur la limitation des investissements non productifs, avec une sérieuse réduction des dépenses sociales à la clé. La troisième et quatrième concernaient les salaires, respectivement ceux des secteurs administratifs et productifs. Pour les entreprises, la proposition revenait à lier toute augmentation des salaires à

Austère autogestion

une croissance parallèle de la productivité. La décision ne cessa d'être renvoyée. Les entreprises, où existe encore un équilibre complexe entre direction et organes d'autogestion, argumentaient des difficultés à effectuer le calcul des gains de productivité. Il faut savoir que le salaire, dans les entreprises soumises à l'autogestion, est une sorte d'acompte mensuel réglé sur le bilan de l'entreprise, avec des ajustements trimestriel, semestriel et annuel.

Fin 1986, pour se protéger contre les augmentations de prix de biens de consommation annoncées par le gouvernement — l'inflation atteint les 130 o/o — les conseils décidèrent des augmentations de salaires qui, en fait, ne sont que des adaptations modérées à la progression du coût de la vie. Pour briser cette sorte d'indexation, le gouvernement Mikulic annonce, le 27 février, un blocage des salaires, avec effets rétroactifs. Les salaires de février se voient amputer de 20 o/o à 30 o/o. Un directeur d'une entreprise de Zagreb expliquait au quotidien Borba que l'application de la nouvelle loi signifierait que la majorité des salariés de l'entreprise ne toucheraient même plus l'équivalent du salaire minimum garanti, soit 43 000 dinars. Pour saisir le sens de cette déclaration, il suffit de la rapprocher du jugement de l'hebdomadaire Danas : "Il y a désormais une opposition en Yougoslavie, celle des ouvriers qui gagnent moins de 100 000 dinars par mois et qui représentent un baril de poudre sur lequel est assis le pays... La classe ouvrière ne partage pas du tout l'opinion des "forces positives" selon laquelle avoir faim en régime socialiste est moins pénible que d'avoir faim sous n'importe quel autre régime." Les 1,2 millions de chômeurs doivent partager cette opinion ; comme tous ceux pour qui, dans les Républiques moins développées, 50 000 dinars, c'est déjà quelque chose.

Le gouvernement n'est pas sur cette longueur d'onde. Le quotidien financier italien 24 Ore n'hésite pas à qualifier d'austérité à la Thatcher la politique proposée par divers responsables. Réduire la consommation intérieure et les importations, accroître les exportations pour payer la dette extérieure (20 milliards de dollars qui ont obligé la Yougoslavie à verser un milliard de dollars aux banques et divers instituts en 1986), dévaluer le dinar, voilà des recettes classiques. Les résultats de cette politique ne sont pas brillants, d'autant qu'on voit mal comment les exportations manufacturières yougoslaves pourraient prendre un envol.

Alors, il est logique de faire un pas en avant dans le démantèlement du système d'autogestion... C'est ce que semble préparer le gouvernement. Il envisagerait de supprimer les diverses barrières (entre autres la législation sur l'autogestion) qui freinent les investissements étrangers en Yougoslavie. Une nouvelle phase s'ouvrirait dans la crise du système yougoslave. Les forces centrifuges (entre les huit Républiques), les inégalités sociales, l'impasse de l'autogestion prisonnière du marché, tout cela ira s'approfondissant. Et dans ce contexte les militaires ne vont-ils pas pointer l'oreille ?

A. D.

Qu'en disent aujourd'hui Eggli et Sager :



Un vétérinaire américain de la guerre du Vietnam visite un jeune Nicaraguayen de 28 ans qui a perdu les deux jambes lorsque son camion a sauté sur une mine antichar déposée par la contra.

photo Rob Brouwer

DEMISSION DE CRUZ

Le projet militaire des Etats-Unis au Nicaragua vient de subir un nouveau revers d'envergure. Cette contra qui semblait porter en elle tous les espoirs de la Maison Blanche n'a pu remplir aucune des missions dont on l'avait revêtue. Elle n'a en effet ni réussi à s'imposer militairement, ni à se créer une base sociale conséquente au Nicaragua, étant bien trop assimilée par la population nicaraguayenne aux mercenaires somozistes d'antan. Mais cet échec est avant tout celui de la politique US au Nicaragua portée par une Maison Blanche profondément secouée par le scandale Iran-Contra qui n'a pas fini de lézarder cet empire en pleine décadence.

Cet échec a ses sources non seulement dans la nature du projet impérialiste, mais également dans la remarquable capacité de résistance militaire des sandinistes, leur politique constante d'ouverture et leurs initiatives diplomatiques qui ont su multiplier les propositions de paix et de solution politique du conflit.

Le Nicaragua a donné une réponse concrète à la politique US : la réforme agraire et un processus profond de transformation des structures sociales au profit des plus pauvres, meilleure carte de visite que n'importe quel mercenaire rempli de dollars.

L'échec de la contra était pourtant déjà tangible depuis un certain temps. La démission de Cruz (ex-président de la Banque centrale du Nicaragua, membre du groupe des douze, principal leader de l'opposition qui a refusé le jeu démocratique des élections en 1984 sous pression des Etats-Unis) n'est en effet qu'un des derniers balbutiements de cette contra profondément divisée. Sous pression de la CIA, Calero (dirigeant de la principale force armée contra, la FDN, ex-somoziste) avait démissionné en février 1987 mais gardait le contrôle de l'appareil militaire. C'est ce que vient de dénoncer Cruz en démissionnant à son tour du bras "politique" de la contra, l'UNO. Rien en effet n'a pu changer en profondeur la nature de la contra, d'autant plus que ni la CIA, ni Calero n'étaient prêts à accepter les exigences de Cruz. Ce dernier exigeait en effet des élections internes au sein de la contra et le contrôle par l'UNO des finances et de l'appareil militaire. La CIA et Calero n'ont pas voulu de ce contrôle des "politiques" et mènent une campagne tambour battant contre Cruz, l'accusant de "vouloir vendre le mouvement en négociant avec le gouvernement nicaraguayen" (Wall Street Journal, 10 mars 1987).

Et les supporters suisses ?

Tout comme Reagan, Eggli, Sager et consorts¹ n'ont cessé de réclamer un dialogue entre les sandinistes et les contras. Ils savaient pourtant que les contras ne cherchaient qu'une solution militaire ! Eggli a amplement cité l'UNO lors des débats auxquels il a participé : "Si on y regarde de plus près, les contras sont très certainement constitués d'éléments douteux, notamment d'anciens gardes somozistes, mais ce que l'on ne dit jamais c'est qu'au-dessus (sic!) des contras il y a une opposition politique extérieure : l'UNO". Myopie volontaire ou participation active à l'orchestration de la campagne menée par Reagan, Eggli devra bien finir par se prononcer... Or jusqu'ici il préfère se taire.

La démission de Cruz signe donc l'arrêt de mort de l'appareil "démocratique" de l'UNO, laissant une contra réduite à ce qu'elle a toujours été : une bande de mercenaires terroristes divisée.

Ceci dit, il serait faux d'en conclure que l'option militaire des Etats-Unis par contras interposés soit définitivement écartée. En témoignent encore la récente offensive contra qui au Nicaragua a causé, pour les deux premiers mois de cette année, 163 morts.

Une nouvelle solution politique ?

Cette démission est l'expression d'un processus social et politique profond. Malgré la campagne internationale et l'aide militaire massive des Etats-Unis aux contras, le Nicaragua a continué de se consolider : réforme agraire, élaboration et approbation de la Constitution, défense inconditionnelle de sa souveraineté. Il a aussi su utiliser à son avantage tous les effets de

la crise impérialiste dont le Iran-Contra-Gate est l'une des expressions. C'est donc bien le Nicaragua sandiniste et révolutionnaire qui sort vainqueur de cette étape.

D'autres aspects l'indiquent. Face à cette débâcle du projet politique US, voici que le Costa-Rica, fidèle allié des Etats-Unis, lance une proposition. Elle exige entre autres un dialogue avec toutes les oppositions internes non-armées et la suspension de l'aide militaire internationale dans toute la région. Cruz, les Etats-Unis et l'Internationale Socialiste s'engouffrent immédiatement dans cette petite porte.

Même si cette proposition vise du même coup à faire capoter les négociations entre Duarte et le FMLN-FDR au Salvador, entre l'URNG et Cerezo au Guatemala, elle est avant tout l'aveu d'un échec : celui de la contra et des stratèges de la Maison Blanche. Ceux-ci vont tenter de le camoufler en prétendant subitement soutenir une opposition intérieure. Cruz s'empresse de jouer cette nouvelle carte et manifeste son intérêt à devenir "conseiller politique de l'opposition". Fidèles aux positions qu'ils ont toujours défendues, les sandinistes ont déjà répondu : si Cruz veut rentrer, il pourra disposer d'un local pour son parti, à l'égal de l'amnistie que les sandinistes ont proclamée depuis longtemps pour tous les contras qui déposent les armes.

Un des piliers de la politique extérieure américaine s'effondre, la Maison Blanche hésite et Reagan s'empresse de déclarer "qu'abandonner sa politique envers le Nicaragua obligerait les marines à intervenir, option qu'il n'aimerait pas laisser au prochain président" (El Pais, 11 mars 87). Ce vieillard capricieux et gâteux se heurtera pourtant à une bourgeoisie américaine qui a aujourd'hui un profond besoin de stabilité politique et économique et ne sera pas forcément prête à payer le prix des lubies militaires d'un cow-boy déchu.

Marie Macherel

1. Les parlementaires qui, l'an dernier, ont fait campagne contre les sandinistes pour une "solution démocratique" appuyée par les terroristes de la contra.

Crise et débat dans le PCF :

LE BESOIN DE RENOUVELLEMENT

Pour la première fois de son histoire, le Parti communiste français (PCF) est secoué par l'existence d'une opposition massive et organisée. Le succès de la revue contestataire *M* (comme marxisme, mouvement...) en est une des nombreuses preuves. Les dérisoires manœuvres de la direction Marchais ne suffisent plus à juguler une contestation en pleine expansion, qui regroupe non seulement des intellectuels, mais aussi nombre de travailleurs et de personnalités ayant marqué l'histoire du parti (voir les extraits du manifeste des "rénovateurs" publiés dans le dernier numéro de *La Brèche*). C'est l'une de ces personnalités qui donne son opinion dans les extraits que nous tirons de la revue de nos camarades de la LCR *Critique Communiste*.

Maurice Kriegel-Valrimont est né en 1914. Il adhère au PCF pendant le Front populaire. Engagé dans la Résistance, arrêté, emprisonné, il s'évade et prend une part importante à la direction de diverses organisations de résistance, au point qu'il se retrouve aux côtés du général Leclerc et de son camarade Rol-Tanguy pour recevoir la reddition du général Von Choltiz, commandant la garnison allemande de Paris. Il occupe des postes élevés après la guerre et, en 1956, il appuie la déstalinisation ce qui lui vaut d'être rétrogradé par Thorez. A partir de 1968, il prend position régulièrement pour un renouveau de son parti. Laissons-lui la parole.

* En avril 1985, tu donnais au *Monde* une interview qui eut un retentissement important. Presque un an après, quelle est, aujourd'hui, ton appréciation de la situation ?

Maurice Kriegel-Valrimont : *Le Monde* avait souligné dans cette interview l'idée que le "courant révolutionnaire ne peut pas se perdre dans les sables".

Au printemps 1986, c'était une affirmation optimiste. La gauche apparaissait divisée et faible. La droite était à l'offensive... Les thèses "libérales" se proclamaient et s'étaient partout, de façon insolente.

Les grands événements sociaux de la fin 1986 et du début 1987 sont allés au-delà d'une confirmation de mon optimisme de l'année dernière. La certitude de la réalité d'un "courant" ne prétendait pas à une prévision des événements, mais ceux qui se sont produits ont illustré l'existence de ce courant. La "surprise" assez générale montre que la plupart des "observateurs" politiques ne voient pas très clair.

Quel a été le contenu de ces grands mouvements sociaux ? L'intervention autonome et spécifique des jeunes était une réplique à une offensive réactionnaire mais elle était marquée aussi par la volonté d'ouvrir une perspective de transformation de l'état actuel des choses et du monde ; ce qui est essentiel.

Les grands mouvements ont fait la preuve que la réalité sociale n'était pas du tout conforme à l'image qu'en donnait le "libéralisme". Il y a là un recul de la droite dont il faut se féliciter sans réserve.

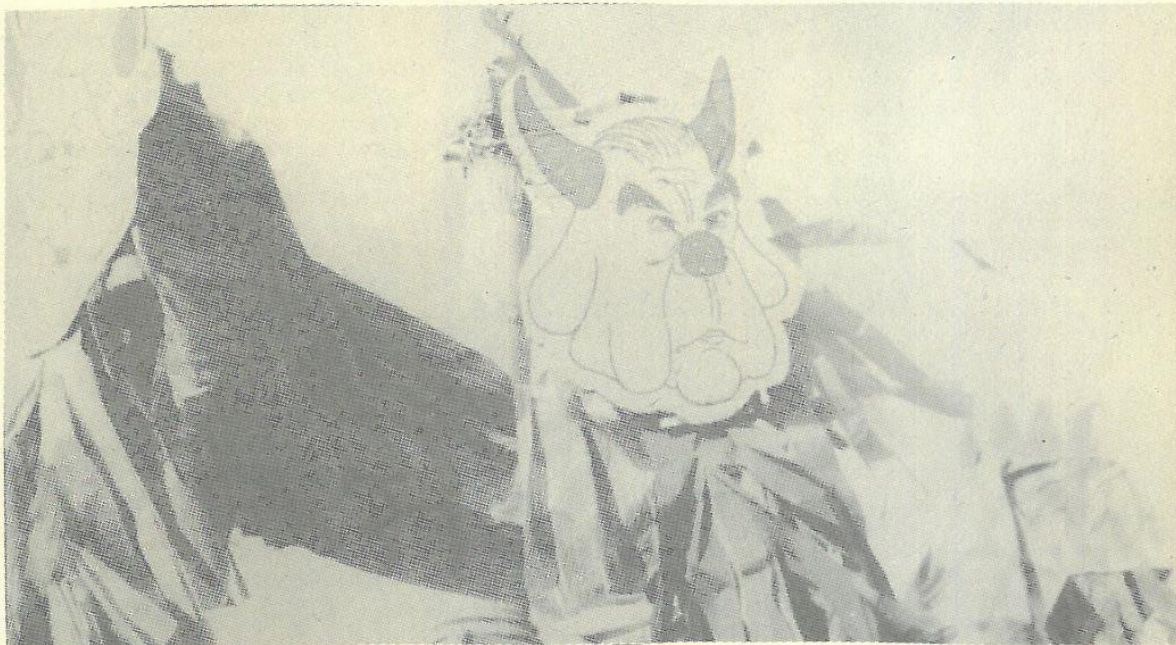
Trop longtemps, y compris dans une partie de la gauche, l'offensive idéologique "libérale" avait pu se déployer : une certaine façon de parler des "entreprises" et des "entrepreneurs" constituait l'abandon pur et simple des revendications fondamentales des salariés et aussi des jeunes.

Les mouvements ont fait reculer la droite. Le recul de la droite ne comporte pas — y compris dans les sondages — un retour offensif de la gauche et encore moins une victoire automatique. L'année écoulée, passionnante et prometteuse, ouvre le champ de nouvelles interventions politiques. (...)

La nouveauté des formes d'organisation, l'absence de dogmatisme, de langue de bois, la diversité, un fonctionnement démocratique original, à certains égards plus achevé, soulignent avec force une aspiration profonde à une société plus juste, c'est-à-dire à une société transformée. (...)

* Le "courant rénovateur" vient de rendre public son manifeste. Que représente, à tes yeux, cet événement ?

UNE NOUVELLE STRATÉGIE COMMUNISTE EST SANS DOUTE SOUHAITABLE !



Pendant les manifs des jeunes. La France glisse-t-elle à droite... ?

— Tout ce qui se passe actuellement, tout ce qui s'est passé dans la période, montre que les moyens traditionnels pour juguler les oppositions internes du Parti communiste français ne suffisent plus pour faire face à une crise profonde.

En dehors de toute appréciation sur le contenu de telle ou telle démarche, ou de tel ou tel texte, l'ampleur, la durée, la diversité du phénomène sont sans précédent. (...)

A l'intérieur et à l'extérieur, le problème à l'ordre du jour est celui de donner sa capacité d'intervention au courant révolutionnaire. (...)

Il en résulte donc une recherche pour combler ce qui constitue déjà un énorme vide politique et idéologique et qui, dans les élections, se traduit en abstentions massives à gauche. Quelques-uns prétendent que le PS pourrait, à lui seul, prendre en charge la France entière. Au regard de l'histoire des cinquante dernières années, et au regard des vraies données de la vie sociale et politique française, cela constitue une simple fantaisie. Une pure illusion qui écarte toute solution à gauche pour la France. Les socialistes les plus lucides ne peuvent pas en douter. Car s'il est vrai qu'en France le mouvement social est gravement handicapé par des interprétations étroites et dogmatiques de type stalinien, l'expérience de la pratique "centriste" a été faite pendant de nombreuses années. Elle comporte, à coup sûr, des compromissions avec des hommes qui ne sont en rien représentatifs des intérêts des salariés. (...)

* Cette "issue aux problèmes du temps" est-ce qu'elle se pose en des termes uniquement français ou à une échelle plus vaste ?

— Il a été de monde dans le mouvement international de considérer que les problèmes ne se posaient plus qu'à l'échelle nationale. Il semblait que le monde s'était en quelque sorte parcellisé. Il est vrai qu'il y a eu des rythmes de développement différenciés. Mais, comment ne pas être frappé par le fait que des images de manifestations d'étudiants à Pékin, à Madrid, et à Paris peuvent avoir un air commun ? Sans rien schématiser, il faut noter une globalisation des problèmes à l'échelle du monde et une

RENOVABLE

Gilbert Wasserman, rédacteur en chef de la revue *M* (Marxisme), après avoir indiqué les tentatives de la direction du PCF d'isoler les opposants, puis la colère de membres de direction (Rigout, Poperen) face aux procédés de G. Marchais, indique les problèmes que se posent les militants du "courant rénovateur".

... D'autres problèmes accompagnent immédiatement cette flambée de colère, beaucoup de communistes se disent : qu'est-ce qu'on fait maintenant ? Est-ce que ce parti est renouvelable ? Est-ce que la bataille du XXVI^e Congrès n'est pas la dernière ? Et, à partir de là, est-ce qu'il ne faudra pas envisager d'autres formes politiques, et peut-être d'organisation, pour poursuivre la bataille politique ?

Evidemment, beaucoup de questions se posent. En particulier, celle de savoir à quel rythme il faut aller. C'est très difficile à trancher. Comment préserver le caractère massif du mouvement, tout en affirmant des perspectives politiques ? Ce n'est pas une question simple ! A quoi s'ajoute le fait qu'un grand nombre de militants communistes ne reprendront pas leur carte du parti. Ils ont déjà décidé que la bataille ne se mène plus là.

Le problème est d'apprendre à gérer toutes ces contradictions, à savoir vivre une période de transition et, en même temps, il faut progresser à un rythme qui permette au plus grand nombre d'avancer. (...)

Critique Communiste, no 261, mars 1987

* Au-delà du courant rénovateur, comment vois-tu les développements possibles par rapport aux recompositions de l'ensemble du mouvement ouvrier et aux possibilités de surmonter la crise actuelle de ce dernier ?

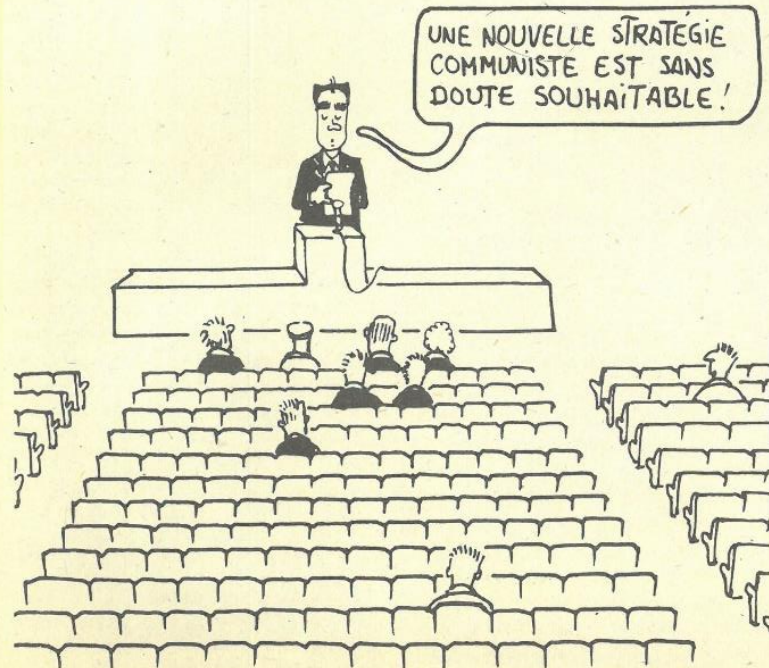
— Je l'ai dit, je crois que, pour une large part, nous sommes devant une situation vraiment nouvelle. Dans cette situation nouvelle, le phénomène rénovateur que tu évoques revêt une importance majeure. Il s'agit maintenant d'exprimer l'ensemble du potentiel du courant qui veut transformer la société. Comme cela est apparu dans les mouvements sociaux récents, il est temps de dépasser le handicap de la dérive groupusculaire. Une prise de conscience qui tient compte des réalités sociales se manifeste par divers signes.

Mais dans les périodes difficiles, et nous sommes dans une période difficile, le rôle de ceux qui interviendront comme *acteurs* dans les luttes politiques n'est pas du tout négligeable. Les reculs réels du mouvement ouvrier, du mouvement populaire ont toujours été marqués par un éparpillement et une impuissance sectaire. Les dernières manifestations du mouvement social ont apporté la preuve des possibilités offertes par une démocratie réelle.

Il y a donc deux réponses à ta question. La première est que, pour une large part, le rythme de ce qui va advenir, et qui va dans le bon sens, dépendra des acteurs politiques de la période actuelle. La deuxième est que, maintenant, une perspective est ouverte. Il ne faut pas oublier les difficultés et les dangers. Mais le besoin de renouvellement est si grand qu'il y a vraiment une chance offerte.

L'année dernière, je pouvais paraître très optimiste. Or, la réalité du mouvement social est allée bien au-delà de mon optimisme. Si l'année qui vient comporte un décalage semblable, je serai, plus exactement nous serons complètement satisfaits.

Propos recueillis par Francis Sitel



Une interview de Henri Guillemin :

"CATHOLIQUE ET REPUBLICAIN DE GAUCHE"

L'historien Henri Guillemin a écrit des livres pour plus d'un mètre de bibliothèque. Sur Jaurès, Hugo, Constant, Zola, Bonaparte, Jésus, Jeanne dite Jeanne-d'Arc et bien d'autres. A chaque fois avec une originalité et une érudition rares, ne craignant jamais de bousculer les préjugés les mieux ancrés. Il s'est aussi fait apprécier comme conférencier d'exception, prenant toujours le parti des humbles et des opprimés.

Né en 1903, il est reçu à Normale Sup en 1927 et fait son doctorat en 1936. Pendant la guerre, il est signalé à la Gestapo par le journal de Brasillach. Il passe en Suisse en 1942 et est nommé en 1945 conseiller culturel à l'ambassade de France à Berne. A publié à ce jour une quarantaine de livres d'histoire littéraire et d'histoire tout court. Tous à lire et à relire.

Comme l'auteur de ces lignes a le privilège de se faire appeler "mon vieux" par le toujours jeune Henri, il en a profité pour lui faire répondre à quelques questions peu littéraires!

La Brèche: Vous êtes un historien connu et apprécié sur les ondes de la radio et de la TV romande. Certains toutefois vous ont reproché votre virulence?

Henri Guillemin: Je suis en effet virulent. Cela me rappelle une phrase de Victor Hugo à

qui l'on disait: "La vieillesse vous calmera". Il a répondu: "Je ne serai pas un de ces doux vieillards. Je mourrai indigné". Bien que n'étant pas Victor Hugo, je le comprends fort bien.

Même quand je traite d'histoire littéraire, je m'arrange

toujours pour aborder ce qui m'intéresse le plus, c'est-à-dire les questions philosophiques et politiques. A la TV ou à la radio, je contrôle quand même mes propos. Pourtant en 1971, j'ai eu quelques difficultés. C'était le centenaire de la Commune de Paris et je l'avais évoquée sur les ondes, je crois objectivement. Or il s'est déclenchée une campagne contre moi orchestrée depuis Sion. J'ai été convoqué à Genève où on m'a fait lire un article signé d'un certain Luisier qui disait à peu près ceci: "Il est inadmissible que les autorités fédérales permettent à un étranger de célébrer sur nos ondes les énergumènes de la Commune". Celui qui me recevait, très gentiment d'ailleurs, m'a dit: "Nous sommes très embêtés. Vous seriez Suisse, on vous défendrait; mais vous êtes Français et peut-être avez-vous été un peu trop fort. Alors on va vous écarter un moment..." Moi j'ai répondu: "Eh bien, dorénavant je ne parlerai plus que de littérature." Comme il me connaissait bien, il m'a rétorqué en souriant: "M. Guillemin, même à travers la littérature, vous parlerez encore d'histoire." Et ainsi pendant plusieurs années je n'ai plus travaillé à la radio et à la TV. Maintenant, c'est de nouveau possible.

*** On vous définit comme un catholique d'extrême gauche. Qu'en pensez-vous?**

— Je n'aime pas ce genre de classification. Pendant très longtemps en France, les catholiques étaient résolument à droite. Il se trouve que maintenant, il y en a qui ne le sont plus. Mettons un bon tiers d'entre eux votent à gauche. Je fais partie de ces derniers.

Je suis à la fois catholique et républicain de gauche. Mais je ne cache pas qu'il y a des affirmations dogmatiques qui me gênent; et du côté de l'institution, certains faits me révoltent. Je n'oublie pas que c'est le pape Pie IX qui, en 1864, a promulgué ce fameux document, le *Syllabus*, condamnant

tout ce que j'aime: la liberté de conscience, la démocratie, etc. Par ailleurs, je suis loin d'être toujours d'accord avec le pape actuel... Cela dit, j'essaie d'être, du moins, un bon chrétien. Ce qui n'est pas très commode parce qu'il y a des exigences de générosité qui sont pénibles au petit bourgeois que je suis. Si le christianisme n'est pas une charité — c'est un mot que je déteste, mais *caritas* signifie autre chose que l'aumône — alors on n'est pas digne de s'en réclamer. L'Evangile nous oblige à prendre position. Souvenez-vous que Jésus avait une partialité en faveur des petits, des écrasés, des humiliés. Un texte dit: "Heureux serez-vous si l'on vous persécute à cause de la justice." Justice et Evangile, ce sont deux mots qui se superposent. Au Nicaragua par exemple, les meilleurs disciples de Jésus sont sans aucun doute sandinistes. J'ai lu récemment un document de 16 pages d'un prêtre belge revenant du Nicaragua et qui constatait: "Les gens qui prennent le plus au sérieux leur religion sont du côté des sandinistes." Je salue également les religieux qui sont restés dans le gouvernement nicaraguayen malgré les remontrances du pape.

Conclusion sur ce point: je ne pense pas qu'un christianisme vécu laisse indifférent le chrétien à l'égard des problèmes sociaux. Le christianisme nous oblige à prendre certaines positions politiques.

*** Quels commentaires vous inspire la France actuelle?**

— J'ai fait quantité de conférences en France où j'ai pris des positions précises à l'égard du gouvernement français. Mais, comme j'habite en Suisse, il est convenable de ma part de me taire là-dessus. Je vous dirai simplement, en mesurant mes mots, que je suis plein d'admiration envers Mitterrand que je connais bien et avec qui j'ai eu plusieurs conversations. J'ajoute cependant que je ne suis pas enthousiaste de ce que les socialistes français ont fait, au pouvoir. Mais je déclare aussi

que je préférerais de beaucoup le gouvernement socialiste, même insuffisant, au gouvernement actuel un peu trop d'accord avec ce que j'appelle le désordre établi.

*** Par rapport aux problèmes mondiaux qui s'accumulent — la faim dans le monde, la course au surarmement, etc. — qu'elle est votre vision de l'avenir? Pensez-vous que l'alternative à cette barbarie organisée se situe du côté d'un socialisme démocratique des travailleurs/euses?**

— Je suis très pessimiste. Je crois que le monde est foutu. C'est inconcevable que l'on puisse durer longtemps avec les moyens que l'on a de détruire la planète; Russes et Américains sont assez conscients de l'énormité du danger pour tout faire afin d'éviter une guerre nucléaire. Mais il y a d'autres Etats en possession de la bombe et qui seraient bien capables de l'utiliser une fois... Or il suffit qu'une bombe explose et la spirale sera engagée! Nous sommes assis sur tout ce qu'il faut pour éliminer en un quart d'heure toute vie sur l'ensemble du globe. On ne s'en tirera pas comme ça. Sans compter les menaces qui s'accumulent au niveau de la pollution...

L'humanité est condamnée à mort à brève échéance. Alors ne me parlez pas de transformation sociale, je n'ai pas d'espoir.

*** Justement, je fais référence à des transformations politiques et sociales profondes comme alternative possible à cette formidable épée de Damoclès.**

— Oui bien sûr. Si l'humanité continue, c'est effectivement une démocratie socialiste qui m'intéresserait le plus. J'y apporterais toutes mes faibles forces. Mais je crois qu'on ne pourra pas. Dans le cours du XXI^e siècle arrivera l'explosion définitive. Nous sommes prisonniers de cette affreuse dynamique.

Propos recueillis par Marcel Dailleurs



Henri Guillemin, un jeune homme de 84 ans.

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

Au soir du 5 avril, il y aura dans les villes et les villages de Suisse des manifestations et des fêtes de solidarité. Ce soir-là, aucun réfugié ne doit rester seul. Nous montrerons notre solidarité et notre volonté d'engagement pour un droit d'asile humain. Suisses-réfugiés, pas d'isolés.

GENÈVE

dimanche 5 avril
Salle communale de Plainpalais
(52, rue de Carouge)
Concert-fête

17h: Grand concert avec le groupe malien ZANI DIABATE (dix musiciens). Animation enfants — stands parrainages.
19h: marche vers la Plaine — Acte

symbolique.

dès 20h30: repas communautaire à la salle communale de Plainpalais (apportez votre pique-nique — boissons sur place).

Réservation pour le concert: Journal Le Courrier, Librairies oecuménique, l'Albatros, l'Inédite, du Boulevard. Magasin du Monde, Centre social protestant, le Point d'Orgue. Organisation: MODS (Mouvement pour une Suisse ouverte, démocratique et solidaire).

LAUSANNE

dimanche 5 avril
18h: Rassemblement place Saint-François. Cortège aux flambeaux jusqu'à l'avenue de Cour.
puis à la

Maison de paroisse de Saint-Jean

138, avenue de Cour
dès 19h: Grande fête avec YVETTE THÉRAULAZ et le trio GASPARD GLAUS, ainsi que de nombreux groupes musicaux de réfugiés. Buffet international. Organisation: MODS-VD (Mouvement pour une Suisse ouverte, démocratique et solidaire), Comité vaudois contre la deuxième révision de la loi sur l'asile.

Avant le 5 avril :
LA CHAUX-DE-FONDS
samedi 28 mars, Beau-Site
Fête de la solidarité

dès 16h: musique. 17h30: film *La Suisse, porte étroite*. Cuisine internationale. Musique, témoignages de réfugiés.
Org.: Comité pour la défense du droit d'asile.

l'événement

Travailleurs/euses au noir en Suisse :

ET POURTANT ILS EXISTENT...



Dans une cuisine d'un hôtel genevois.

Un récent Temps Présent l'a encore rappelé : des dizaines de milliers d'immigrants clandestins travaillent en Suisse dans des conditions dignes d'un roman de Zola. Travailleurs/euses sans voix ni protection d'aucune sorte, ils et elles sont exploités jusqu'à l'os¹. Dans l'hôtellerie et la restauration, le bâtiment ou l'agriculture, l'économie domestique et les services de nettoyage principalement. Dans tous les pays industrialisés le phénomène est en expansion !

L'ampleur, tout d'abord. Une étude du Fonds national de la recherche scientifique² met en lumière quelques données. Evaluée à 4,5 % de la population active, la main-d'œuvre clandestine (exprimée en travailleurs à plein temps) atteint un effectif de 140 000 personnes. Sur ce total, les deux tiers sont Suisses et exercent illégalement une deuxième ou une troisième activité le week-end ou en soirée. 35 % (48 000 personnes) sont des immigrés clandestins³. Ceux-ci se retrouvent dans les pires conditions de précarité et d'exploitation.

L'hôtellerie et la restauration est sans conteste le secteur le plus vorace en clandestins (12,9 % par rapport aux actifs déclarés, soit 19 000 personnes), suivi par le groupe "économie domestique, nettoyage" (12,6 %), la construction (8,8 %), les ateliers de réparation (8,4 %), l'agriculture (5,7 %). Dans ces secteurs la production souterraine représente de 5 % à 10 % de la production officielle. Signalons aussi que dans la construction, l'hôtellerie et restauration, l'économie domestique et nettoyages, la part des immigrés dans le total des clandestins dépasse les 50 %. Ces mêmes secteurs ont vu la plus forte augmentation de leur quota de saisonniers : + 23,7 % pour l'hôtellerie et la restauration; + 15,1 % dans le bâtiment et le génie civil entre 1985 et 1986 (*La Vie économique*, juillet 1986). Autre-

ment dit, des activités qui tablent largement sur l'exploitation d'une main-d'œuvre dépourvue de droits sociaux et sans protection.

"L'attrait du travail au noir"

Toujours d'après l'étude du Fonds national, l'importance du travail clandestin a quadruplé depuis 1960⁴, une croissance également visible dans les autres pays industrialisés. La tendance à la flexibilisation et à l'éclatement des minimums légaux de la protection sociale des salariés se remarque aussi par ces chiffres-là. Ainsi Bruno Frey, coauteur de l'étude, écrit sans sourciller, dans un article du *Bulletin du Crédit Suisse* (2/87) : "Si l'on pèse les avantages et les inconvénients de l'économie parallèle, il n'est nullement évident qu'elle doive être condamnée et combattue. Il faut au contraire agir selon les circonstances. Pour une économie qui menace de se scléroser parce que les interventions de l'Etat vont trop loin, le travail au noir peut constituer la seule sauvegarde. (...) Si l'on évite une imposition trop lourde et des lois et prescriptions par trop coercitives, le travail au noir offre moins d'attrait." A l'entendre les causes seraient dans le "trop d'Etat". Il suffirait de faire sauter les "lois et prescriptions par trop coercitives" - en Suisse la protection légale des travailleurs est

quasiment sous-développée en regard des autres pays industrialisés - pour éliminer l'économie parallèle. En somme et en exagérant à peine : en légalisant les conditions scandaleuses typiques du travail clandestin, on réglerait le problème... Les voies du néolibéralisme sont de moins en moins impénétrables : en arrière, toujours plus en arrière.

Précisément, parlons-en de "l'attrait" du travail au noir. Dans l'hôtellerie et la restauration, le secteur le plus concerné, les exigences légales inscrites dans la Convention collective (CCT) sont déjà extrêmement faibles : 46 heures à 49 heures hebdomadaires (avec possibilité d'heures supplémentaires); un salaire minimum de 1682 francs. Or ces "prescriptions par trop coercitives" sont systématiquement violées. "L'exception", nous explique Bernard Carrel, secrétaire syndical CRT à Fribourg, c'est le restaurant qui applique la CCT. En quelques années, j'ai récupéré auprès des prud'hommes pour 211000 francs d'arriérés de salaires que des patrons ne voulaient pas verser. Et ceci ne concerne que des travailleurs réguliers... J'ai recensé au moins 33 bistrots en ville de Fribourg qui violent la CCT. Lorsque le syndicat intervient pour défendre un employé, dans le 90 % des cas il est licencié. Le clandestin en outre prend le risque de se faire expulser. Nous avons eu connaissance d'un couple travaillant au noir, la femme s'occupant du ménage de l'hôtel et le mari de la cuisine. Pendant une année et demi, ce couple a vécu dans une petite chambre avec un seul lit étroit. Ils travaillaient 56 heures par semaine à un salaire inférieur à celui fixé par la CCT.

Ce cas n'est pas du tout

exceptionnel. En général le clandestin touche entre 900 francs et 1600 francs nets; il trime bien au-delà des 50 heures (heures supplémentaires non payées); les cotisations sociales ne sont pas payées et les conditions de logement et de nourriture absolument déplorables."

Même expérience à Genève où Ueli Leuenberger, secrétaire du SIT (Syndicat interprofessionnel des travailleurs), témoigne à la Tribune de Genève (13 février 1987) : "Des semaines de 55 à 56 heures sont fréquentes, avec des pointes à 90 heures ! Avec 2300 à 2800 saisonniers craignant le non-renouvellement de leur permis et 2000 à 3000 travailleurs clandestins, il est trop facile d'imposer des heures supplémentaires non payées, de traiter la CCT comme un chiffon." D'autant plus lorsque l'on compte trois inspecteurs fédéraux chargés de surveiller les 27 000 établissements...⁵ De son côté le SIT a facilement "découvert" 170 restaurants genevois qui ne respectent pas la CCT.

On le voit, c'est justement là où les "interventions de l'Etat" et les "lois et prescriptions" sont le moins coercitives que le travail au noir offre le plus d'attrait. Pour les patrons bien sûr qui peuvent ainsi exploiter sans retenue leur personnel. Et sans grand risque non plus.

TRAVAIL TEMPORAIRE

Certains offices de travail temporaire sont de grands pourvoyeurs de salariés au noir. Le Conseil national vient de se pencher sur le travail temporaire à l'occasion de la révision de la Loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de service. Cette révision aurait dû assurer aux 60 000 personnes qui travaillent en temporaire une protection équivalente à celle des autres salariés, notamment en les mettant au bénéfice de la CCT en vigueur dans les secteurs où ils sont temporairement employés. Evidemment radicaux, libéraux et UDC, menés par le "patron des patrons" H. Allenspach, ont considérablement ramolli le projet : les temporaires ne seront soumis qu'aux CCT avec déclaration d'extension (celles qui régissent des branches d'activité et non pas des entreprises données). Or, sur 1500 CCT environ, il n'y en a que neuf qui relèvent de cette catégorie...

Les 300 agences temporaires ont encore quelques belles années devant elles. Le *Journal des Associations patronales* le souligne d'ailleurs sous le titre évocateur "La liberté des contrats facilite une évolution positive". On y découvre que depuis la création de la première entreprise en Suisse, le travail temporaire a conquis un marché de 500 millions de francs/an. Manpower, un des géants, a réalisé un chiffre d'affaires mondial de un milliard de dollars et des bénéfices de quelque 42 millions. C'est pas le Conseil national qui va décourager un si bel esprit d'entreprise !

Amende à 50 balles

Car la Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers part en fait du principe que le patron employant un clandestin est moins coupable que ce dernier. Au pire, il payera une amende de 2000 francs et se verra refuser l'engagement de travailleurs étrangers pendant 6 à 24 mois. On le punit pour "concurrence déloyale" en quelque sorte. La pratique à Fribourg montre qu'en réalité les amendes varient entre 50 francs et 200 francs. Presque une invite à recourir au travail noir... Le clandestin par contre est autrement traité : 100 francs d'amende pour un mois rémunéré en Suisse, 70 francs en plus pour chaque mois supplémentaire jusqu'à 720 francs; interdiction de revenir en Suisse pour une ou trois années. S'il récidive, il risque un maximum de six ans de prison et 10 000 francs d'amende. La "justice" n'est pas toujours aveugle !

Ce capitalisme sauvage, en pleine expansion dans certains secteurs et pays (cf. les "petits boulots" en France), témoigne d'une tendance que d'aucuns aimeraient généraliser : faire sauter les "contraintes" sociales sous prétexte de survie économique ou, pour employer un terme "moderne", flexibiliser un max. Le récent accord ETA-Marin (voir *La Brèche*, no 377, 378 et 380) en est un autre indice.

Pietro Boschetti

1. Une situation qui tue. En juillet 1984, une jeune Portugaise de 27 ans, employée clandestinement comme femme de ménage, est morte dans sa chambre avec son nouveau-né lors d'un accouchement. Cette Portugaise, qui avait déjà été refoulée une fois, n'a pas osé se rendre à l'hôpital par peur de se faire découvrir.

2. Hannelore Weck-Hannemann, Werner W. Pommerehne, Bruno S. Frey. *Die heimliche Wirtschaft*. Res publica helvetica 18, Haupt, 100 pages.

3. Certaines estimations proposent la fourchette de 25 000 à 100 000 immigrés clandestins en Suisse (Raffaële de Grazia. *Le travail clandestin*. BIT, p. 16).

4. En 1960, l'économie clandestine constitue 1 % du Produit national brut (PNB) de la Suisse; 20 ans plus tard cette proportion est passée entre 3 % et 6 %, ce qui signifie que 5 à 10 milliards de francs échappent aux cotisations sociales et au fisc.

5. Si chaque inspecteur visite un établissement par jour, il leur faudrait 24 ans pour en venir à bout. En outre cet office de contrôle n'agit que sur plainte et jamais par surprise. Le patron est prévenu plusieurs semaines à l'avance de la visite de l'inspecteur dont les décisions ne sont pas impératives...

6. Le Conseil des Etats vient d'accepter quelques modifications à cette loi en la rendant un peu plus sévère à l'encontre des employeurs.